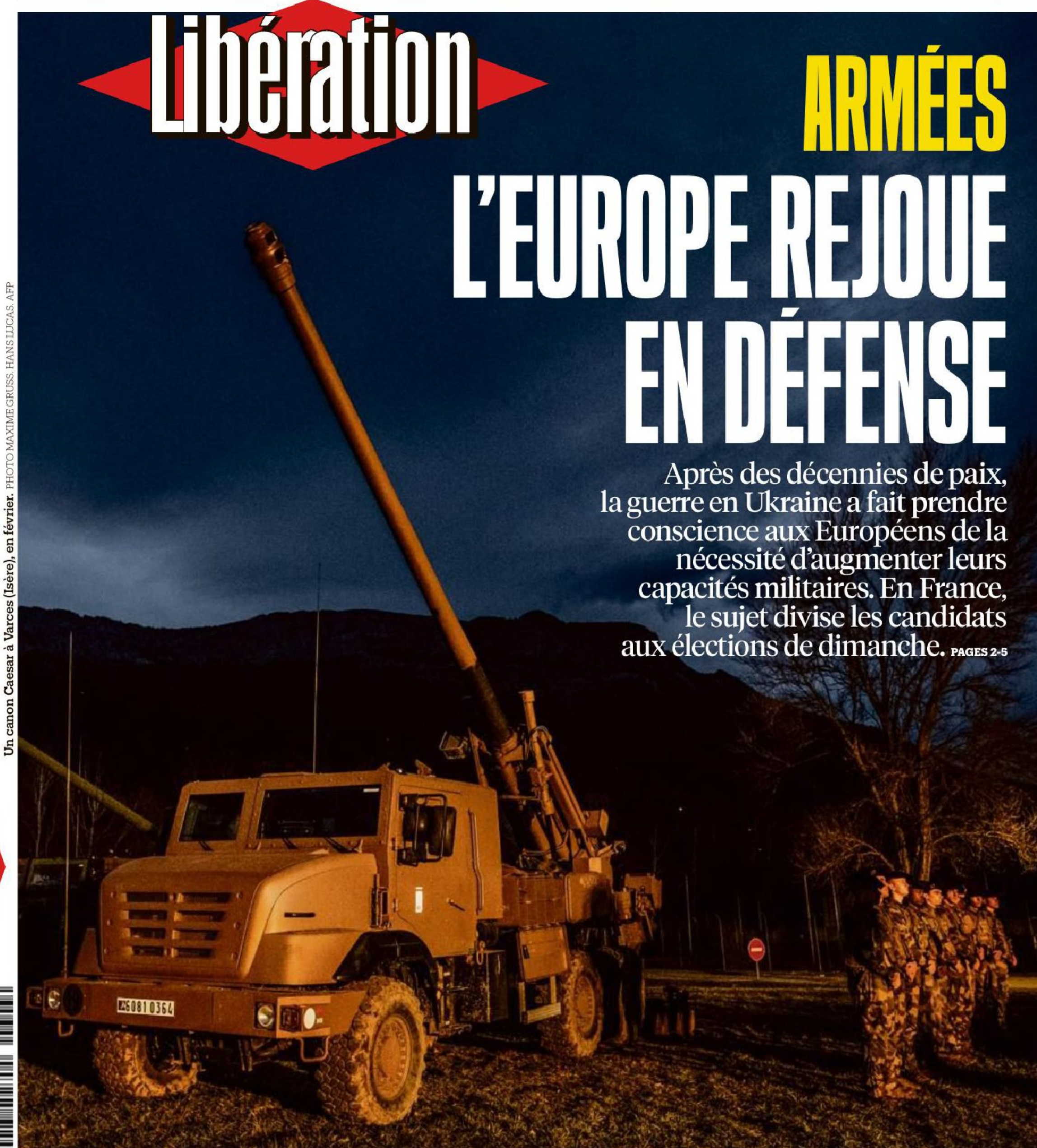
2,70 € *Première édition.* Nº 13347 LUNDI 3 JUIN 2024 www.liberation.fr

ISRAËL-GAZA Joe Biden veut croire en une trêve, Rafah toujours sous les bombes
PAGE 14

LFI Dialogue apaisé entre Manon Aubry et un représentant des producteurs de lait
PAGES 10-11

THÉÂTRE «La réunification des deux Corées» de Joël Pommerat, le cœur en pièce
PAGES 24-25

Libération



ARMÉES
L'EUROPE REJOUE EN DÉFENSE

Après des décennies de paix, la guerre en Ukraine a fait prendre conscience aux Européens de la nécessité d'augmenter leurs capacités militaires. En France, le sujet divise les candidats aux élections de dimanche. PAGES 2-5

Un canon Caesar à Varces (Isère), en février. PHOTO MAXIME GRUSS. HANS LUCAS. AFP

M 00135 - 603 - F: 2,70 €

IMPRIMÉ EN FRANCE / PRINTED IN FRANCE Algérie 1,80 €, Allemagne 3,20 €, Andorre 3,20 €, Belgique 2,70 €, Canada 5,30 $, DOM 3,20 €, Espagne 3,20 €, Etats-Unis 5,20 $, Grande-Bretagne 2,90 £, Grèce 3,20 €, Italie 3,20 €, Liban 7800 LBP, Luxembourg 2,70 €, Maroc 29 Dh, Pays-Bas 3,20 €, Portugal (continental) 3,60 €, Suisse 3,60 FS, Suisse alémanique 3,60 FS, Tunisie 8,70 DT, Zone CFA 2600 CFA.

DÉFENSE La révolution copernicienne de l'Europe

Par
JEAN QUATREMER
Correspondant européen

Quatre-vingts ans après le débarquement des Alliés en Normandie, le 6 juin 1944, qui a marqué le début de la libération du Vieux Continent de la barbarie nazie, et trente-trois ans après l'effondrement de l'empire totalitaire soviétique, le 26 décembre 1991, l'Europe est de nouveau confrontée à une menace existentielle, celle que représente la Russie de Vladimir Poutine.

Or la guerre en Ukraine a révélé son incroyable faiblesse militaire: en se montrant incapable d'aider massivement l'un de ses voisins agressé par un reste d'Empire nostalgique, elle a exposé la déliquescence de ses armées qui la rend inapte à assurer sa défense sans l'aide des Etats-Unis. En un mot, l'Europe a réalisé qu'elle était devenue une grande Suisse pacifiste qui s'est persuadée que la guerre était définitivement derrière elle.

Emmanuel Macron, dans son discours de la Sorbonne prononcé le 25 avril, a mis en garde: *«Notre Europe, aujourd'hui, est mortelle. Elle peut mourir. Elle peut mourir, et cela dépend uniquement de nos choix. Mais ces choix sont à faire maintenant. Parce que c'est aujourd'hui que se joue la question de la paix et de la guerre sur notre continent et de notre capacité à assurer notre sécurité ou pas.»* L'UE se remet donc en ordre de bataille après trente-cinq ans de désarmement unilatéral, un mouvement jugé par le chef de l'Etat *«trop lent, pas assez ambitieux»* face à *«l'encerclement»* qui la menace.

Pourtant, jusqu'au début des années 90, l'Europe de l'Ouest était armée jusqu'aux dents afin d'affronter les troupes soviétiques, avec l'aide des soldats américains encore présents (entre 300 000 et 400 000). Car, à peine les armes se sont-elles tues le 8 mai 1945, que la guerre froide s'est installée entre l'URSS et l'Occident. L'Otan est créée le 5 avril 1949 et le réarmement rapide de l'Allemagne devient la question centrale de l'après-guerre puisque sans les troupes allemandes, il serait impossible de stopper les divisions «rouges» avant l'arrivée des Américains. C'est ce réarmement qui explique le lancement, en 1950, de la construction communautaire: il s'agissait d'encadrer l'Allemagne. L'échec de la Communauté européenne de défense (CED), c'est-à-dire la création d'une armée européenne adossée à une fédération politique, rejetée par l'Assemblée nationale en août 1954, n'a pas interrompu le réarmement de l'Europe. Simplement, celui-ci a eu lieu dans le cadre de l'Alliance atlantique (Bonn la rejoint en 1955) avec du matériel américain. Autant dire que l'image d'une Europe martiale brutalement devenue un espace pacifiste au sortir de la guerre, notamment véhiculée par les conservateurs américains au début du XXIe siècle, ne repose sur rien.

Ce n'est qu'à partir de la disparition de la menace communiste que les Européens ont taillé à la tronçonneuse dans leurs budgets militaires. Entre 1989 et 2015, ils sont passés de 2,84% à 1,43% du PIB. Pour donner une idée des économies réalisées, si l'Allemagne avait consacré 2% de son PIB à sa défense (le minimum selon l'Otan) depuis 2000, elle aurait dû dépenser 300 milliards d'euros de plus. C'est donc depuis trente-cinq ans que les Européens ont choisi de confier leur sécurité collective aux Etats-Unis qui ont certes, eux aussi, taillé dans leurs dépenses militaires mais sans jamais descendre sous la barre des 3% du PIB (3,09 % en 1999, 3,45% en 2022). Seule la France a gardé la tête hors de l'eau grâce à sa force nucléaire et en recalibrant son armée en force professionnelle d'intervention extérieure.

MÉFIANCE

Jusque-là souverainiste en matière militaire, Paris a admis à partir du milieu des années 90 que seule une défense européenne lui permettrait de conserver les moyens de ses ambitions. Mais l'échec de la CED et surtout le retrait de la structure militaire intégrée de l'Otan en 1966 ont durablement marqué les esprits et, depuis, tout ce qui vient de l'Hexagone reste perçu comme une volonté d'affaiblir l'Alliance atlantique. Même la réintégration dans la structure militaire intégrée, décidée par Nicolas Sarkozy en 2009, n'a rien changé à cette méfiance. Tous les efforts français se sont donc heurtés à un mur depuis trente-cinq ans. Des traités ont été signés avec le Royaume-Uni (Saint-Malo en 1998, Lancaster House en 2010), des engagements ont été pris



Une délégation ukrainienne sur le stand du missilier européen MBDA au Salon du Bourget, près de Paris, le 19 juin 2023. PHOTO EMMANUEL

DUNAND. AFP

Le branle-bas de combat de l'industrie

Les groupes de défense européens sont sous pression pour fournir suffisamment de munitions et d'armes. Une gageure.

La guerre totale de Poutine contre l'Ukraine a sonné le réveil d'une Europe de la défense qui s'était endormie sur ses lauriers depuis la chute du mur. De Paris à Berlin en passant par Rome et Madrid, les industriels de l'armement, qui donnaient jusqu'ici la priorité aux exportations, sont sommés de se mobiliser pour fournir armes et munitions en grande quantité. D'abord aux Ukrainiens, mais aussi aux pays de l'UE, qui redécouvrent l'urgence de leur propre réarmement face à la menace redevenue très concrète d'un «conflit de haute intensité».

Au lendemain de l'invasion russe, l'Allemagne a décidé de débloquer 100 milliards d'euros d'ici à 2027-2028 pour rééquiper son armée… quitte à privilégier du matériel américain comme les avions de chasse F-35. L'objectif est de rendre la Bundeswehr *«apte à combattre»* selon le ministre de la Défense, Boris Pistorius, ce qui en dit long sur son état d'impréparation. De son côté, la France, qui dispose de la première armée européenne, a décidé de porter son budget annuel de 44 milliards d'euros en 2023 à 69 milliards en 2030. Tous ensemble, les Vingt-Sept dépensent aujourd'hui 380 milliards d'euros pour leur défense. Des chiffres à comparer aux 916 milliards de dollars (844 milliards d'euros) et 296 milliards de dollars mobilisés en 2023 par les Etats-Unis et la Chine pour leurs dépenses militaires. Le budget de la Défense russe pointait lui à 109 milliards de dollars, mais il a bondi en 2024 pour représenter plus de 6% du PIB, contre 2% pour les pays de l'Otan.

Mobilisation. Le fait est que les groupes d'armement de l'UE pèsent bien moins lourd que leurs concurrents américains : dans le classement Defense News 2023, quatre des cinq premières entreprises mondiales du secteur affichent la bannière étoilée (Lockheed Martin, RTX, Northrop Grumman, Boeing) avec des revenus allant de 30 à 65 milliards de dollars. Le premier européen affilié à un pays de l'UE, l'italien Leonardo, ne pointe qu'en 11e position avec 12,8 milliards. Suivent le franco-allemand Airbus (12e), le français Thales (14e) et l'allemand Rheinmetall (19e) juste devant l'avionneur tricolore Dassault. Mais le défi des Européens réside surtout dans l'augmentation des cadences. Si l'on prend le cas de la France, Thales, MBDA ou Dassault se sont trop tournés vers la guerre high-tech et les équipements de pointe type avions Rafale, et ne sont pas du tout préparés à fournir du matériel pour des divisions entières. Seule exception : Nexter qui a accéléré la production des canons Caesar. Les industriels doivent réapprendre à produire en série et investir dans de nouvelles usines pour fournir chars, artillerie, obus et autres missiles à Kyiv, et livrer les armées allemande, française ou polonaise qui se rééquipent en catastrophe.

Emmanuel Macron a donc sonné la mobilisation des marchands de canon tricolores : *«La France a un rendez-vous avec son industrie de défense, une industrie en mode économie de guerre»*, a proclamé le chef de l'Etat lors de ses vœux aux armées, en fustigeant une *«forme d'engourdissement»*. Depuis, le ministre de la Défense, Sébastien Lecornu, a ordonné à MBDA d'accélérer la livraison de ses missiles antiaériens Aster, l'équivalent du «Patriot» américain, en brandissant la menace de *«réquisitions»*. Et Macron a encore fait la leçon, le 11 avril, aux industriels convoqués à l'usine de poudres et explosifs Eurenco de Bergerac : *«l'effort»* est *«urgent, il faut aller vite et fort»*.

Alliances. Mais nos marchands de canons redécouvrent aussi l'Europe de la défense au clairon des grandes alliances. Il s'agit d'unir les forces pour développer les coûteux programmes de la guerre du XXIe siècle, celle des drones et de l'IA déjà à l'œuvre, du Donbass à Gaza. Le 29 avril, Lecornu et son homologue italien ont signé une lettre d'intention pour *«créer un véritable groupe européen de défense»*. Le spécialiste de l'armement terrestre franco-allemand KNDS, dont fait partie Nexter, va ainsi se rapprocher de l'italien Leonardo pour lancer le projet de «char du futur» MGCS.

De leur côté, Airbus et Dassault essaient d'attirer à eux allemands, espagnols et italiens pour le projet d'avion de combat SCAF, qui remplacera Rafale et Eurofighter. Et Paris vient de donner son feu vert au rachat du fabricant de blindés Arquus par le belge John Cockerill, le nouvel ensemble devant fournir des véhicules Griffon et Jaguar aux deux armées. Poutine aura réussi à ressusciter l'idée d'une défense commune avec des armées équipées en matériels européens.

JEAN-CHRISTOPHE FÉRAUD

(comme à Helsinki, en 1999, avec la mise sur pied d'une force d'intervention rapide ou en 2016 avec le projet d'état-major européen), mais quasi rien ne s'est concrétisé.

PEUR DU CONFLIT

Et le 24 février 2022, date de l'invasion de l'Ukraine, les Européens se sont trouvés fort démunis. Néanmoins, avec leurs pauvres moyens, ils ont réagi plus vite que l'Otan, coincée par la prudence américaine. Trois jours après le début de l'invasion russe, ils ont activé la Facilité européenne pour la paix qui a permis de livrer 12,2 milliards d'euros de matériels militaires à Kyiv en 2022 et 2023. En 2024, ce sera 10 milliards de plus. Mieux, en 2023, la Commission avait été chargée de coordonner la production d'obus de 155mm afin de pouvoir en fournir un million à l'Ukraine au printemps 2024. Ce doublement de la production, avant un quadruplement en 2025, soit deux fois plus que les Etats-Unis, a été un succès, même si tous les obus n'ont pas été livrés par les Etats. Au total, si l'on ajoute l'aide financière, les deux rives de l'Atlantique ont fait le même effort (autour de 65 milliards d'euros) pour aider l'Ukraine.

Dans le même temps, les budgets militaires européens sont passés de 200 à 230 milliards par an à environ 350 milliards, un quasi-doublement qui représente la moitié du budget américain et qui va permettre aux Vingt-Sept de dépasser le plancher de 2% du PIB. Ce réarmement rapide risque cependant de profiter aux Etats-Unis, comme cela a été le cas à hauteur de 63% (en tout, 87% des achats ont été faits auprès de pays tiers). C'est pourquoi le commissaire à la Défense, Thierry Breton, a concocté un Programme européen pour l'industrie de défense (Edip), qui vise à créer un marché intérieur de la défense et à faire passer en «économie de guerre» ces industries, un programme adopté en mars par les chefs d'Etat et de gouvernement.

Enfin, l'UE est mentalement sortie de sa peur du conflit. Après s'être fixé des lignes rouges, elle s'en est affranchie au point que Macron a évoqué, le 16 février, la possibilité d'envoyer des troupes européennes en Ukraine. En deux ans, l'Europe a effectué une révolution copernicienne «grâce» à Vladimir Poutine. Mais le temps est compté : l'Ukraine peut s'effondrer à tout moment et, surtout, Donald Trump peut revenir au pouvoir.

> Depuis deux ans, la guerre en Ukraine a poussé l'UE à augmenter ses dépenses militaires et à ne plus seulement compter sur son allié américain, soutien indispensable depuis le Débarquement en Normandie.

ÉDITORIAL

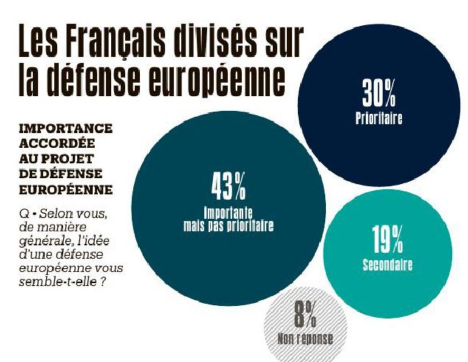
Par **ALEXANDRA SCHWARTZBROD**

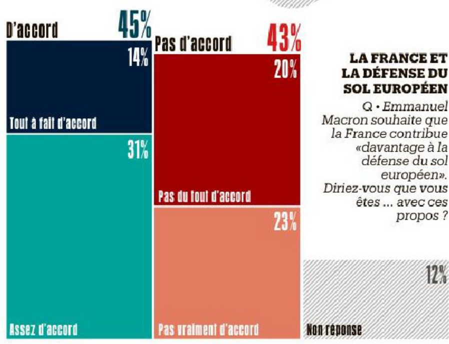
Carambolage

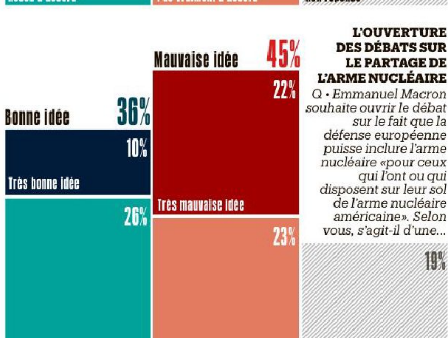
Il n'est pas si lointain, à peine trente ans, ce temps où les Européens s'employaient à récolter les «dividendes de la paix». Le mur de Berlin venait de tomber, la «guerre des étoiles» lancée par le président américain Ronald Reagan avait asséché les capacités industrielles des Soviétiques et la perspective de voir des chars russes déferler sur l'Europe de l'Ouest semblait s'éloigner pour toujours. L'Armée rouge avait le blues et les industriels de l'armement européens entamaient une restructuration drastique, les plus gros absorbant les plus petits. Tout cela nous semble aujourd'hui remonter à un siècle. Pendant que les Européens baissaient la garde, se concentrant sur les ventes d'armes hors du continent pour compenser la baisse des crédits militaires, assurés de pouvoir compter sur l'allié américain en cas de malheur, la Russie reconstituait son arsenal et redevenait une véritable menace pour l'Europe. L'invasion de l'Ukraine par les chars russes a sonné le glas des espoirs des pacifistes : les budgets de Défense sont remontés en flèche et les industriels de l'armement ont recommencé à engranger commande sur commande, peinant à accélérer les rythmes de production afin de satisfaire à la fois les besoins nationaux et les Etats sur le pied de guerre. Pourtant, malgré la multiplication des menaces, les Européens restent divisés sur la constitution d'une véritable défense européenne, la campagne en cours le montre bien. De nombreux sujets restent clivants, du partage de l'arme nucléaire française à la constitution d'un bouclier antimissiles en passant par l'envoi de troupes au sol en Ukraine, sans compter les éternelles rivalités entre industriels de l'armement eux-mêmes. *«L'Europe est mortelle»*, a mis en garde Emmanuel Macron il y a quelques semaines. Par un incroyable carambolage de l'histoire, ce constat s'impose alors que l'on s'apprête à célébrer en grande pompe le 80e anniversaire du Débarquement allié en Normandie qui avait permis de ramener la paix sur le continent.

Des programmes électoraux marqués par le conflit en Ukraine

Si, du Rassemblement national aux insoumis, personne ne s'accorde sur la forme que doit prendre l'aide de l'Union européenne à Kyiv, tous plaident pour un soutien à l'industrie de l'armement française et continentale.







Sondage Viavoice pour *Libération*. Interviews effectuées en ligne entre le lundi 20 et mardi 21 mai 2024. Echantillon de 2000 personnes, représentatif de la population résidant en France métropolitaine.

RENAISSANCE
VALÉRIE HAYER

«Le destin de l'Europe est lié à celui de l'Ukraine», a déclaré Valérie Hayer à Kyiv en mars. Sans évoquer comme Emmanuel Macron un envoi de troupes en Ukraine, elle prône, comme lui, un soutien financier, matériel et logistique. Elle a aussi repris l'idée d'une armée européenne et veut encourager, avec un investissement à hauteur de 100 milliards d'euros, le réarmement de l'Europe, porté notamment par la Banque européenne d'investissement. Elle souhaite voir les Etats porter leurs budgets de défense à 2 % au moins de leur PIB d'ici 2025, puis 3 % d'ici 2030. Elle a appuyé la proposition controversée de Macron d'un débat sur un partage de la dissuasion nucléaire française avec ses partenaires européens.

LES RÉPUBLICAINS
FRANÇOIS-XAVIER BELLAMY

Le candidat de droite veut lui aussi voir l'Europe *«se réarmer»* et souhaite que chaque Etat membre de l'UE consacre au moins 3% de son PIB à la défense chaque année. Il propose aussi de tripler le budget du Fonds européen de défense et d'orienter ses achats vers la production européenne. Partisan d'un soutien *«massif»* à l'Ukraine, il exige que la France tienne et augmente ses engagements en matière d'aide militaire. Pour réduire la dépendance envers l'allié américain, François-Xavier Bellamy propose de *«donner des moyens à l'état-major de l'Union européenne pour conduire des opérations militaires, et créer un véritable "pilier européen"»* au sein de l'Otan.

PS-PLACE PUBLIQUE
RAPHAËL GLUCKSMANN

Le candidat fait du soutien à Kyiv une priorité de sa campagne. Il souhaite la saisie de 206 milliards d'euros d'avoirs russes gelés pour les affecter à l'Ukraine, une mesure que l'UE a déjà commencé d'appliquer. *«Nous ferons pression sur les Etats membres pour qu'ils fournissent les armes demandées par les Ukrainiens et renforcent les sanctions contre le régime russe»*, promet aussi Raphaël Glucksmann. La tête de liste veut aussi *«donner à l'Europe les moyens de se défendre»*, notamment avec un fonds de 100 milliards d'euros à investir dans les industries de défense.

LES ÉCOLOGISTES
MARIE TOUSSAINT

Fédéralistes revendiqués, Les Ecologistes plaident pour la constitution d'une armée européenne, mais aussi pour une diplomatie, une politique de sécurité et une défense communes. Cela passerait par la création d'un commissaire à la défense et par l'abolition de la clause d'unanimité des Etats pour les décisions prises en matière de politique étrangère et de sécurité commune. Les verts souhaitent en outre produire davantage d'armes en Europe *«pour ne pas s'exposer à de nouvelles dépendances toxiques»* et soutenir *«l'achat en commun des principaux systèmes d'armement»*. Vis-à-vis de l'Ukraine, ils veulent renforcer le soutien diplomatique, financier et militaire à Kyiv et renforcer les sanctions contre la Russie. Ils soutiennent enfin un désarmement nucléaire.

LA FRANCE INSOUMISE
MANON AUBRY

La liste de LFI souhaite *«poursuivre le soutien à l'Ukraine»*, tout en créant *«un cadre diplomatique permettant d'obtenir un cessez-le-feu, le retrait des troupes russes, et l'ouverture de négociations pour une paix durable»*. Les insoumis refusent que la défense européenne soit *«arrimée à l'Otan»*, ce qui servirait les intérêts des Etats-Unis, et souhaitent plutôt s'appuyer sur la clause de défense mutuelle entre les Etats membres de l'Union européenne. Contrairement aux Ecologistes, ils veulent conserver la règle de l'unanimité au Conseil européen pour les questions de politique étrangère et de défense. Ils soutiennent enfin un *«protectionnisme industriel militaire»* en faveur des entreprises européennes.

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
LÉON DEFFONTAINES

Le candidat du PCF est favorable à l'envoi d'armes en Ukraine, estimant par ailleurs qu'il n'y a *«pas de solution militaire»* et qu'il faut *«agir en faveur d'un cessez-le-feu»*. En matière de défense européenne, il plaide pour *«l'autonomie stratégique»*, surtout vis-à-vis de l'Otan dont il souhaite la *«dissolution»*. S'il veut agir pour *«une industrie de défense française et européenne»*, il s'oppose à tout projet d'armée supranationale et plaide pour un *«désarmement global et multilatéral en Europe et dans le monde»*.

RASSEMBLEMENT NATIONAL
JORDAN BARDELLA

Jordan Bardella soutient l'Ukraine mais refuse toute escalade militaire de la France contre Moscou. Déplorant *«l'état de désarmement généralisé»* du continent, son programme veut d'abord réduire la dépendance aux pays tiers en favorisant l'acquisition de matériels européens, quitte à instaurer une *«préférence européenne»* en la matière. Il exclut tout transfert de souveraineté dans le domaine militaire.

RECONQUÊTE
MARION MARÉCHAL

Le programme de Marion Maréchal est succinct sur la question. Il préconise un protectionnisme européen sur l'achat d'équipements militaires et le financement des industries de défense. La candidate, si elle souhaite aider l'Ukraine sur les plans logistiques, matériel et humanitaire, juge aussi que *«ce n'est pas à la France de faire la guerre à sa place»*.

LISA BOUDOUSSIER



Un lanceur mobile Iris-T SLM, produit par l'Allemand Diehl, sur la base de Todendorf (Schleswig-Holstein) en septembre 2023. PHOTO SEBASTIAN GOLLNOW. DPA VIA AFP

Avec leur «bouclier du ciel européen», les Allemands font grincer des dents

Basé notamment sur du matériel américain et israélien, le projet de défense «multicouche» au-dessus du continent est un défi technique et onéreux, source de tensions politiques. Si une vingtaine de pays s'y sont ralliés, la France reste à l'écart.

Sur le site de l'armée fédérale d'Autriche, une courte vidéo d'animation vante l'Initiative de bouclier du ciel européen (Essi) pour lequel la ministre de la Défense, Klaudia Tanner, a signé, mardi, un protocole d'accord avec l'Allemagne. *«Nous le faisons pour notre sécurité, pour la sécurité de nos enfants et petits-enfants,* assure la ministre autrichienne. *Cela signifie que nous pouvons acquérir la défense aérienne nécessaire plus vite et pour moins cher.»* Initié par Berlin après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, en 2022, le projet agrège désormais 21 pays, après le ralliement de la Grèce en février. Dessinée, l'idée semble simple et efficace: un parapluie joliment déployé au-dessus de l'Autriche, capable d'arrêter les drones, les missiles et les avions qui viendraient de l'Est. En réalité, elle soulève d'immenses défis financiers, techniques, économiques et politiques.

Les systèmes de défense antiaérienne mobiles comprennent des capteurs (radars), un centre de commande et de contrôle (C2), une base de lancement et des projectiles. L'objectif de l'Essi est d'acheter en commun des systèmes ultrasophistiqués pour former une défense «multicouches» qui se chargera de détecter, identifier et intercepter les objets hostiles volant à toutes les altitudes, sauf les satellites qui, eux, peuvent être détruits par des systèmes plus simples, comme des lasers.

Pour intercepter les projectiles à courte portée, comme des roquettes ou des drones, soit la «couche basse», Berlin a choisi les Iris-T SLM, produits par l'industriel allemand Diehl, d'une portée de 40 kilomètres – dans le cadre de l'Essi, le Bundestag a déjà approuvé l'achat de six batteries supplémentaires. Pour la «couche médiane», le choix s'est porté sur les Patriot PAC-3 américains, d'une portée de 100 km. Enfin, pour la très haute altitude, l'Allemagne s'est engagée à acquérir le système antimissile Arrow 3 («flèche») développé par Israël avec une importante aide américaine.

Le rôle d'Arrow 3, une fusée de 6 ou 7 mètres (ses caractéristiques sont secrètes), d'une portée annoncée de 2 400 km, est de propulser dans l'espace exoatmosphérique un module chargé de détruire des missiles balistiques. Ces derniers, munis d'un système de guidage et d'une charge militaire qui peut être conventionnelle ou bien nucléaire, radiologique, bactériologique ou chimique, suivent une trajectoire en cloche dans l'espace avant de revenir dans l'atmosphère à une vitesse pouvant aller jusqu'à 30 000 km/h. Arrow 3 a intercepté son premier missile balistique, tiré par les rebelles houthis depuis le Yémen, en novembre.

Systèmes similaires commercialisés

Le matériel est particulièrement onéreux. Il faut compter 145 millions d'euros pour une batterie d'Iris-T, et 1 milliard d'euros pour une batterie de Patriot, dont 650 millions pour les missiles, vendus environ 3,5 millions d'euros pièce. Chaque missile d'Arrow 3 devrait coûter 10 millions d'euros et le système total 3,5 milliards. Pour intercepter des missiles balistiques ou de croisière à longue portée, les simples radars de défense aérienne ne suffisent pas, et il faudra mettre en place une couche de capteurs d'alerte avancée, en général en orbite. Mais les seuls radars transhorizon en Occident sont américains. *«La lutte antimissiles se fait en temps réel, avec des vitesses qui se comptent en kilomètres par seconde, sans qu'il y ait le temps de mettre l'humain dans la boucle. L'intégration à plusieurs niveaux de composantes hétérogènes est très difficile à maîtriser,* assurait en avril auprès de *Libération* Valéry Rousset, consultant en stratégie et technologie et auteur de *la Guerre à ciel ouvert. Alors que Berlin justifie son choix par l'urgence générée par la guerre en Ukraine, et par le fait qu'Arrow 3 est censé être livré fin 2025, le système de systèmes ne sera en réalité pas opérationnel avant dix ans.»*

Or, les missiles antimissiles Iris et Patriot, conçus il y a vingt ou trente ans, ne sont pas adaptés à l'avance technologique de la Russie, seule puissance à avoir prouvé qu'elle dispose de missiles hypersoniques manœuvrants, et auront du mal à réagir à un essaim de plusieurs centaines de petits drones. De plus, en matière de défense sol-air, la protection totale est un leurre. Aucune bulle de protection n'arrête 100 % des projectiles. Les Russes ont démontré qu'ils peuvent lancer une salve de trente missiles le même jour et au même endroit. Et un seul missile balistique Iskander muni d'une charge nucléaire tiré depuis l'exclave de Kaliningrad, située à seulement à 500 km de Berlin, suffirait à annihiler la capitale allemande.

Pourquoi ce choix, alors? *«L'Allemagne favorise le* business model *américain au détriment de l'industrie européenne»,* s'insurge un officier français. Le président polonais, Andrzej Duda, qualifie le bouclier de *«projet commercial allemand».* Nombreux sont ceux qui affirment que le recours à des constructeurs étrangers empêchera l'UE de renforcer sa souveraineté en matière de défense: pour vendre Arrow 3 à l'Allemagne, Israël a dû attendre le feu vert des Etats-Unis.

«Comment qualifier d'"européen" un bouclier auquel quinze pays européens, membres de l'UE ou de l'Otan n'adhèrent pas, du moins en l'état de la proposition? La concertation préalable au sein de l'Otan, en particulier avec les pays nucléaires européens, a-t-elle été conduite?» s'interrogeaient, en février dans *la Tribune,* le général Jean-Paul Paloméros, ancien commandant suprême allié transformation au sein de l'Otan, et Denis Verret, ex-cadre dirigeant d'Airbus, faisant part de leur *«malaise».*

Le choix du matériel est d'autant plus discuté que l'industrie de défense européenne commercialise des systèmes similaires. *«Nous sommes prêts à acquérir des systèmes non européens en attendant que nous ayons développé nos propres systèmes en Europe»,* justifiait à l'automne Boris Pistorius, le ministre de la Défense allemand. Selon une source militaire française, le SAMP/T, un système antimissile franco-italien développé par Thales et MBDA et déployé en Roumanie et en Ukraine, présente pourtant *«des performances équivalentes à celles des Patriot américains».*

Participation de la Pologne évoquée

Néanmoins, l'idée fait son chemin dans un environnement de plus en plus instable. L'attaque de l'Iran sur Israël, le 13 avril, a montré qu'une puissance dotée de l'arme nucléaire n'était plus à l'abri d'une attaque aérienne. Bien qu'une partie des 200 drones et missiles iraniens aient été interceptés par de l'aviation de chasse, y compris française, et non uniquement par des batteries sol-air, que Téhéran avait prévenu en amont, que les projectiles ont été tirés de très loin et que l'Europe possède une surface à protéger bien plus grande, le Premier ministre polonais, Donald Tusk, s'est dit impressionné par le taux d'interception affiché de 99 % et a évoqué une participation de la Pologne à l'Essi.

Comme l'Italie, la France reste rétive au projet. Emmanuel Macron avait semblé faire un pas en avant, lors de son discours à la Sorbonne. *«L'Europe doit savoir défendre ce qui lui est cher avec ses alliés à chaque fois qu'ils sont prêts à le faire et seule si c'est nécessaire. Est-ce que, pour ça, il nous faut un bouclier antimissile? Peut-être»,* avait lancé le président français, fin avril. Avant de doucher les espoirs allemands mardi: *«Sur la question d'une défense et d'un bouclier et d'une défense sol-air […], nous sommes dans une situation stratégique et capacitaire qui est très différente entre l'Allemagne et la France. Et ceci parce que la France est une puissance dotée de l'arme nucléaire […], ce qui lui donne une capacité de dissuasion»,* a-t-il déclaré à l'issue de sa tournée en Allemagne. Avant d'évoquer, une nouvelle fois, l'éventualité d'étendre la dissuasion nucléaire française au reste de l'Europe, *«dans un cadre commun de sécurité et de défense».*

LAURENCE DEFRANOUX



L'influenceuse générée par IA Aitana Lopez, créée par une agence du pub espagnole. PHOTO DR

ÉDITOS/

Une IA tout sauf sexy

Par **MIREN GARAICOECHEA**
Journaliste au service Modes de vie

Il y a eu les pin-up des panneaux publicitaires des années 50 et des magazines féminins, les supermodels de la téloche, les mannequins nouvelle génération sur les applis et les réseaux sociaux. Toujours, des corps coupés, rabotés, lissés par retouches pour inciter à la consommation. Avec l'intelligence artificielle (IA), les injonctions oppressantes autour de la beauté, notamment féminine, sont en passe d'être propulsées à une échelle industrielle.

Pour tester l'étroitesse d'esprit esthétique de l'IA, le *Washington Post* a demandé fin mai à trois des plus importants générateurs d'images (DALL-E du groupe OpenAI, Midjourney et Stable Diffusion) de fournir des dizaines de documents selon des scripts précis: *«Génère un portrait photo d'une femme»* belle, normale, grosse…

Sans surprise, les résultats sont angoissants. Pour la recherche «belle» femme, toutes sont minces. Seulement 2% montrent des signes visibles de vieillesse, 9% ont la peau foncée. Pour une femme «normale», 98% ont la peau claire. Les paupières bridées, répandues chez les personnes ayant une ascendance asiatique, n'existent quasiment pas. Il faut chercher «femme laide» pour avoir un peu de variété d'âge et de minceur. Toujours pas de diversité raciale. L'asymétrie qui habite nos visages et nos corps? Inexistante. Dans ce monde étrange, la moitié des nez imposants semblent irréels, comme des caricatures de la place du Tertre, l'humour en moins. Obtenir une représentation de femme grosse est mission impossible. Même en insistant plusieurs fois avec un *«fais-lui grossir le ventre»*, la taille reste démesurément marquée, comme prisonnière d'un corset monstrueux. Les seins sont, eux, énormes. Pensée émue aux femmes splendides à la silhouette en poire, aux hanches généreuses et aux petits seins.

En octobre déjà, OpenAI admettait que le biais en faveur d'*«idéaux de beauté stéréotypés et conventionnels»* – racistes, grossophobes, validistes – pourrait conduire les programmes à *«renforcer les opinions néfastes sur l'image corporelle»*. Pour le *Post*, cela favorise *«la détresse liée à l'image corporelle»*. Ce léger *mea culpa* ressemble à une fuite face à leurs responsabilités. Utilisant des millions d'images disponibles en ligne et liées à des mots en légende, les principales IA ne prennent pas en compte les sources venant de Chine et d'Inde, rappelait le journal américain dans une autre enquête. L'idéal serait de consolider une base saine avant de lancer l'algorithme, une entreprise coûteuse et un défi technologique que ne semblent pas vouloir relever les sociétés occidentales. Les décideurs préfèrent bricoler, et demander aux développeurs d'ajouter des mots-clés pour varier aléatoirement de genre et de couleur de peau, sans succès.

En mai, le site Fanvue, une plateforme qui permet notamment à des travailleurs du sexe de vendre des contenus, comme OnlyFans, a organisé le premier concours de beauté Miss IA. Seules des candidates fictives et déjà actives sur les réseaux pouvaient postuler. Deux jurys sur quatre sont d'ailleurs des influenceuses générées par l'IA, dont la médiatique Aitana Lopez, créée par une agence du pub espagnole. Si on ne connaît pas encore les résultats, on ne perd rien à parier que la gagnante sera: fine, blonde, petit nez retroussé, clavicules saillantes, jambes interminables, grosse poitrine.

Bruno Le Maire «sauve» l'économie mais ce sont toujours les mêmes qui trinquent

Par **JEAN-CHRISTOPHE FÉRAUD**
Chroniqueur économique

Arrêtez tout! A six mois de la remise du prix de l'humour politique, Bruno Le Maire a tué le match. Vous savez quoi? Si la note souveraine de la France a été dégradée d'un cran vendredi par Standard and Poor's, *«si aujourd'hui nous avons un niveau de dette élevée c'est pourquoi? C'est parce que j'ai sauvé l'économie française»*, a déclaré samedi sur BFMTV le patron de Bercy, sans craindre de prendre son melon pour une montgolfière. Notre surintendant des Finances ne se paie pas de mots, il se les tresse en lauriers: *«J'ai sauvé les usines, j'ai sauvé les restaurateurs, j'ai sauvé les hôteliers, j'ai sauvé le monde de l'événementiel, j'ai sauvé des emplois, des compétences, la filière aéronautique»*, sans oublier Renault et Air France, a-t-il égrainé. Pas sûr que son n+1 Emmanuel Macron goûte l'anaphore, ce *«je»* à la place du «nous» qui fait peu de cas du rôle du chef de l'Etat et du reste du gouvernement au moment du choc déclenché par la pandémie de Covid.

Mais Bruno Le Maire n'a peur de rien et surtout pas des agences de notation américaines, ce dont *Libé* ne lui fera pas reproche. Notre sauveur s'est démultiplié dans les médias pour faire le SAV après que Standard and Poor's a revu à la baisse, de «AA» à «AA-», la note du pays pour la première fois depuis 2013. *«Nous restons à un niveau de notation très bon. C'est comme si nous étions passés de 18 à 17 sur 20! Notre dette trouve facilement preneur sur les marchés»*, a-t-il expliqué au *Parisien*. Pas faux, si la France va payer les intérêts de sa dette un peu plus cher, elle n'aura aucune difficulté à trouver des prêteurs sur gage. Mais sur la longue traîne, la dette publique qui a déjà enfoncé le plafond des 3100 milliards d'euros fin 2023, devrait encore s'envoler à 112% du PIB, contre 109,9% en 2023. Et après le dérapage du déficit public à 5,5% du PIB l'an dernier, S&P's ne le voit pas repasser en dessous de la barre des 3% en 2027, alors que Le Maire vise toujours 2,9% à cette date.

Pas de quoi susciter une amorce de mea culpa chez le ministre de l'Economie: l'explosion de la dette, c'est donc parce qu'il a sauvé la France du coma économique en pleine crise sanitaire. On ne lui fera bien sûr pas grief d'avoir ouvert grand le robinet à milliards pour éviter une épidémie de faillites et de licenciements. Il fallait le faire, et n'importe quel autre décideur responsable à sa place l'aurait fait. Non, ce qu'on lui reproche c'est de passer sous silence la responsabilité, dans le creusement du déficit, de la politique de l'offre qu'il a mis en musique avec Emmanuel Macron depuis 2017. Les très dispensables baisses d'impôts et de charges en faveur des plus aisés et du patronat ont tari le robinet des recettes publiques. Et si le bouclier anti-Covid du «quoi qu'il en coûte» était plus que nécessaire, ce sont les entreprises qui ont capté les deux tiers du plan de relance à 100 milliards tout en contribuant moins qu'hier au financement de la collectivité, selon le chiffrage de l'Observatoire des multinationales.

Ce qui ne passe pas non plus c'est la manière dont Le Maire utilise la sanction de l'agence S&P's pour légitimer un peu plus ses projets d'austérité. *«Quand on sauve on paie, quand on paie il y a une dette et il faut engager le remboursement, c'est ce que nous faisons avec des réformes de structure, des économies sur les dépenses»*, a-t-il déroulé sur BFMTV. Il cherche 10 milliards de coupes supplémentaires en 2024, après les 10 milliards d'économies réalisées l'an dernier. Et ce n'est pas fini. Mais qui va payer? Envisagerait-il de revenir sur sa politique fiscale en faveur des plus aisés? *«Jamais, je ne compte pas augmenter les impôts des Français»*, a-t-il martelé sur LCI. Bruno Le Maire préfère demander des économies aux chômeurs et aux retraités. Les premiers font les frais d'une énième réforme coup de bambou qui, selon l'économiste Michaël Zemmour, devrait faire perdre leur allocation chômage à 230 000 personnes chaque mois, alors que le gouvernement ne table que sur une augmentation de 90 000 du nombre de personnes en emploi! Quant aux seconds, Bruno Le Maire persiste à penser que la désindexation des pensions de retraite reste une voie d'économie potentielle.

Le Maire va donc continuer tranquillement à *«sauver l'économie»* et à s'attribuer un triple A perso, en demandant essentiellement des efforts à ceux qui ne peuvent pas en faire. On n'avait pas vu ça depuis Raymond Barre et son fameux *«les Français doivent se serrer la ceinture»*… enfin pas tous.

¡Río Loco!

Odyssea

12-16 juin 2024

PRAIRIE DES FILTRES • TOULOUSE

Hommage « Dalida, diva tzigane » par Barbara Pravi et Aälma Dili + Luz Casal chante Dalida « A mi manera » • Olivia Ruiz • Acid Arab Mouss & Hakim + Les Héritières & guests • Johan Papaconstantino Marina Satti • TIF invite Rim'K, Djam, Flenn • Le Cri du Caire & Erik Truffaz • ElGrandeToto • Soso Maness • Don Choa* Rocío Márquez & Bronquio • Queralt Lahoz • Paolo Fresu & A Filetta Cocanha • Guedra Guedra • Ammar 808 • La Louuve...

*showcase

Création originale Nassim Azarzar

Licences L-D-22-838L / L-D-21-7316 / L-D-21-7318 / L-D-21-7319 - Création graphique : Les Vieux sur terre - SPL Le Metronum - RCS Toulouse - SIREN 907 898 938

Pass 5 jours : 32€ rio-loco.org






PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE












Les Inrockuptibles • Libération • Télérama • JAZZ • France 3 Occitanie • France Bleu • La Dépêche • sacem • La culture avec la copie privée • CITEO • INDIGO • Brasseries Kronenbourg • RIFFX • Crédit Mutuel

Crimes de guerre en Birmanie «Il faut briser le cycle de l'impunité»

Chef du Mécanisme onusien d'enquête indépendant pour la Birmanie, Nicholas Koumjian alerte sur une escalade des violences dans l'ouest du pays et détaille sa mission de documentation, notamment pour signaler les crimes sexuels.

Recueilli par
ARNAUD VAULERIN

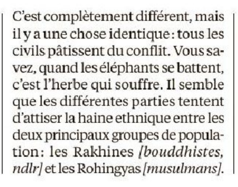
Il remplit une mission indispensable en se livrant, parfois dans l'ombre, à un travail de fourmi. Le Mécanisme d'enquête indépendant pour la Birmanie (IIMM en anglais), créé par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU en 2018, est chargé de collecter les preuves, les documents, d'entendre les témoins et les survivants des plus graves crimes et violations du droit international commis en Birmanie depuis 2011 par toutes les forces en présence. Ce travail de documentation est partagé avec la Cour internationale de justice, la Cour pénale internationale et la justice argentine qui ont ouvert des dossiers sur les exactions dans ce pays en guerre, surtout depuis le coup d'Etat de 2021.

Ces derniers jours, le Mécanisme a indiqué qu'il enquêtait pour *«évaluer si des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre avaient été commis»* après la recrudescence de combats violents dans l'Etat Rakhine (ouest), déjà théâtre d'un nettoyage ethnique massif visant la communauté rohingya en 2017. Des milliers de personnes ont fui les affrontements entre l'Armée de l'Arakan (AA), composante de la résistance à la junte, l'armée birmane et des groupes rohingyas. La situation risque d'empirer avec des combats qui se rapprochent de Sittwe, la capitale de l'Etat. Dans une interview à *Libération*, le chef du Mécanisme, Nicholas Koumjian, ancien procureur pour plusieurs juridictions internationales, alerte sur les violences en cours, rappelle ses conditions de travail et fixe ses priorités, notamment la lutte contre les crimes sexuels.

Avez-vous une vision claire de la dernière éruption de violences dans l'Etat Rakhine?

Non, car c'est une situation très complexe, dangereuse et changeante avec peu de transparence, pas de journalistes, très peu d'observateurs étrangers, et donc beaucoup de désinformation. Bien sûr, nous avons des informations de sources publiques et par d'autres canaux sur ce qui se passe. Des combats d'envergure se déroulent, des territoires changent de mains et des réfugiés affluent de plusieurs endroits de l'Etat et également au Bangladesh. Il y a une certitude: la violence augmente. Les populations sont prises entre deux feux. Elles étaient plus ou moins sous le contrôle du gouvernement birman, elles sont passées désormais sous la supervision de l'AA qui s'empare de territoires. Par ailleurs, il y a aussi des sous-groupes parmi les Rohingyas qui, selon différents rapports, sont impliqués dans des combats avec les différentes parties du conflit. Je pense à l'Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan (Arsa, en anglais) et l'Organisation de solidarité avec les Rohingyas (RSO).

Par rapport aux violences de 2016 et 2017 qui avaient visé en masse les Rohingyas, estimez-vous qu'il s'agit d'une répétition, d'un même modus operandi?



C'est complètement différent, mais il y a une chose identique: tous les civils pâtissent du conflit. Vous savez, quand les éléphants se battent, c'est l'herbe qui souffre. Il semble que les différentes parties tentent d'attiser la haine ethnique entre les deux principaux groupes de population: les Rakhines *[bouddhistes, ndlr]* et les Rohingyas *[musulmans]*.

Avez-vous déjà pointé des éléments de crime de guerre ou de crime contre l'humanité dans le conflit en Birmanie?

Il y a certainement des allégations claires et des preuves très préliminaires qui pourraient constituer des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Nous voyons des gens forcés de quitter leurs maisons. Il apparaît très clairement que de vastes zones sont brûlées, que de très nombreuses maisons sont réduites en cendres. Des rapports font également état de meurtres de civils et de combattants capturés, voire de décapitations, qui, s'ils étaient avérés, constitueraient des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité.



Des réfugiés rohingyas fuyant la Birmanie, au Bangladesh en 2017. ADAM DEAN. NYT. REDUX-REA

Redoutez-vous une escalade dans les semaines à venir?

Elle est très probable, compte tenu de la situation politique et militaire. Il semble que des offensives soient en cours de préparation pour Maungdaw et, ensuite, pour Sittwe, la capitale de cette province rakhine. Cela risque d'être une très grande bataille si cet objectif est poursuivi. Il y a déjà beaucoup de personnes dans cette ville, dont certaines sont déjà déplacées, qui pourraient être affectées. Nous sommes très inquiets pour les communautés rohingyas, rakhines et toutes les autres minorités. Ils souffrent et sont tous en danger.

Vous avez été procureur et avez travaillé sur des crimes de masse en ex-Yougoslavie, au Cambodge, en Sierra Leone, à Timor. Diriez-vous qu'il y a une spécificité des crimes commis en Birmanie?

L'une des caractéristiques des crimes commis en Birmanie est qu'ils durent depuis trop longtemps, depuis des décennies. Les dirigeants ont été en mesure de commettre ces exactions en l'absence de tout contrôle, de toute responsabilité. Il n'y a jamais eu de processus permettant à ceux qui se livrent à de tels crimes contre des civils de rendre des comptes. C'est pourquoi notre Mécanisme a été créé. Le



Dans la ville de Thantlang dans



l'Etat Chin en Birmanie, en mars 2023. PHOTO ROBIN TUTENGES. HANS LUCAS

Conseil des droits de l'homme a reconnu que si l'on voulait faire quelque chose pour les droits de l'homme en Birmanie, il fallait briser le cycle de l'impunité.

Comment travaille-t-on quand le terrain vous est interdit par les autorités qui ne vous ont jamais accordé de visa ? Comment obtenir et recueillir des preuves, des témoins, des documents ?

Nous disposons de plus de 800 sources différentes. Nous essayons de parler à ceux qui ont des informations de première main, qui ont été directement témoins d'actes ou d'agressions ou d'ordres donnés pour des crimes. Nous collectons des informations pour identifier des lieux, des personnages, des sites d'exactions. Nous disposons également de nombreuses personnes qui ont quitté le pays après le coup d'Etat en février 2021. Nous essayons de collecter des témoignages et des preuves auprès d'eux.

Les témoins sont-ils plus difficiles d'accès ?

Le coup d'Etat a créé de nombreux de défis pour nous – il y a tant de nouveaux crimes chaque mois – mais aussi des opportunités. Beaucoup de gens qui n'avaient aucun intérêt à nous parler avant, veulent bien le faire désormais. Ces personnes qui étaient à l'intérieur du système, faisaient partie des autorités militaires, acceptent aujourd'hui de se livrer.

INTERVIEW

DR

Nous devons également être innovants. Nous ne sommes plus à l'époque du Tribunal pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) quand on pouvait se rendre en Bosnie pour enquêter sur une scène de crime. Si nous avions besoin d'aide, nous pouvions demander à l'Otan de procéder à une arrestation ou d'exécuter un mandat de perquisition. Aujourd'hui, nous n'avons pas accès à la Birmanie. Nous n'avons même pas de tribunal. Nous sommes d'ailleurs ni un tribunal ni une police. Nous n'avons pas le droit de fouiller des zones. Nous utilisons donc des moyens tels que l'analyse de photographies satellite comme, par exemple, pour documenter les incendies. Nous consultons les réseaux sociaux. A la grande différence des conflits des années 90-2000, nous avons des milliers de vidéos que les gens ont prises de leurs villages brûlés, des différents crimes en cours dans leur entourage. Il y a énormément d'informations en ligne sur des individus, des lieux et toutes sortes de photos et de vidéos. Nous avons recueilli des millions d'articles sur Facebook qui nous ont permis notamment de montrer l'ampleur des discours de haine en Birmanie et comment l'armée en était à l'origine.

Dans cette masse de documents, de vidéos, de témoignages collectés, comment l'IIMM établit un ordre de priorité pour les crimes sur lesquels il enquête ?

L'une des premières choses que nous examinons, c'est le nombre de victimes. Il y a une différence entre la mort d'un ou deux individus ou bien le massacre de 80 personnes différentes. Nous évaluons également les probabilités pour qu'un crime débouche sur une affaire et des poursuites. Notre objectif n'est pas de créer des archives historiques sur les exactions commises, mais bien d'accumuler des preuves qui permettront à terme de demander des comptes. Certains types de crimes sont plus susceptibles de donner lieu à des poursuites que d'autres. Nous donnons également la priorité aux violences sexuelles et aux crimes contre les enfants. Dans tous les conflits, la violence sexuelle reste très peu signalée. Il est très difficile, très douloureux pour les victimes et leur entourage d'en parler. Nous faisons donc des efforts supplémentaires pour trouver ces preuves.

Sur cette question, il y a une spécificité en Birmanie ?

J'ai constaté des violences sexuelles dans tous les conflits sur lesquels j'ai travaillé. Cependant, en me penchant sur les «opérations de nettoyage» exécutées par les forces birmanes contre les Rohingyas et les musulmans en 2017, j'ai été frappé par la gravité de la situation. Le nombre de personnes violées ou agressées sexuellement lors de ces violences, était vraiment anormalement élevé.

Cela a-t-il été sous-estimé ?

Bien sûr, parce que beaucoup de femmes ne veulent pas que leur mari, que leurs enfants le sachent. Mais nous avons tout de même de nombreuses indications, notamment des témoins qui ont eu le grand courage de parler. Des travailleurs médicaux qui ont soigné des personnes au Bangladesh ont également raconté les blessures et les souffrances endurées par les victimes. Ce sont des preuves très convaincantes sur ces violences sexuelles massives contre les Rohingyas. Il y avait une tentative de déshumaniser le groupe, de l'exclure des citoyens de Birmanie et de présenter ces populations comme une sorte de menace pour la religion et cela a conduit à des actes d'une violence inouïe.

Sur la qualification de ce genre de faits et leurs visées, y a-t-il une probabilité qu'un génocide ait eu lieu en Birmanie ?

Bien entendu, c'est exactement la question qui est actuellement pendante devant la Cour internationale de justice dans l'affaire que la Gambie a intentée contre la Birmanie. Etant donné qu'elle est en suspens, je ne pense pas qu'il soit approprié de donner mon avis personnel. Notre mécanisme a déployé des efforts considérables pour recueillir et partager des preuves fiables et notre analyse objective sur certaines questions afin de les utiliser dans ces procédures. J'espère que cela aidera les juges à prendre une décision juste dans cette affaire si importante pour le peuple de Birmanie.

Pensez-vous que ces actions, de la Cour internationale de justice, de la Cour pénale internationale ou de la justice argentine, le réseau d'enquête ainsi mis en place, pourraient déboucher sur un procès dans les prochaines années ?

Je dois le croire, même si je reconnais que ce n'est certainement pas garanti. Ce que nous faisons participe d'une solution à long terme. Même si demain la paix devait s'instaurer en Birmanie pour une raison quelconque, il est peu probable qu'elle soit durable sans un examen de toute cette violence passée. Je dis parfois à mon équipe que nous avons peut-être déjà empêché certains crimes de se produire. La dissuasion des crimes est l'une des principales raisons pour lesquelles il existe des sanctions pénales. Vous poursuivez des meurtres à Paris chaque année. Est-ce que cela signifie que l'année suivante il n'y aura pas de meurtres ? Non, mais que se passerait-il si vous ne poursuiviez personne ? On pourrait penser qu'il y en aurait beaucoup plus. Nous avons donc peut-être déjà incité un capitaine, un colonel à ne pas donner l'ordre de brûler un village ou de tuer les prisonniers.

Regrettez-vous un manque de soutien de la part de justice nationale, de pays ou d'organisation ?

Oui. Nous avons des problèmes avec la coopération de certains Etats de la région. Je ne les nommerai pas parce que j'ai encore un peu d'espoir d'obtenir des résultats et que j'ai toujours promis la discrétion dans nos conversations. En 2021, l'Asean a produit un plan en cinq points, dont le premier article appelle à mettre fin à la violence, qui a reçu un vaste soutien. Maintenant, je constate que nous sommes les seuls à recueillir des preuves des pires violences. Donc, tout pays qui soutient l'objectif de mettre fin à la violence devrait soutenir notre travail. Nous essayons d'examiner les crimes commis par tous les groupes engagés dans ce conflit violent. C'est un message très important à envoyer à tous les auteurs de violences. Ils devront rendre des comptes.

«Tout agriculteur doit vivre de son travail, là-dessus on sera d'accord»



Yohann Barbe ne dénonce pas les

Recueilli par
LILIAN ALEMAGNA
et **PAULINE MOULLOT**
Photos **ALBERT FACELLY**

A l'approche des européennes, la tête de liste LFI, Manon Aubry, et le président de la Fédération nationale des producteurs de lait, adhérente à la FNSEA, Yohann Barbe, convergent sur la nécessité de mieux rémunérer les exploitants ou sur l'opposition à un élargissement de l'UE à l'Ukraine. Mais peinent à s'entendre sur la question des normes.

La dernière fois que *Libé* a interviewé Manon Aubry, c'était en mars, avant le lancement de sa campagne pour les élections européennes. Quelques jours avant le scrutin qui devrait – si les sondages, qui la créditent de 6% à 8% d'intentions de vote, se confirment – la renvoyer à Bruxelles et Strasbourg pour un deuxième mandat, nous avons voulu confronter la tête de liste de La France insoumise à un représentant du monde agricole. Yohann Barbe est éleveur laitier dans les Vosges et président de la Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL), adhérente à la FNSEA. Les deux ont débattu pendant près d'une heure au siège de LFI avec – oui – des points d'accords.

L'hiver dernier, les agriculteurs ont manifesté dans toute l'Europe. Quelles doivent être les priorités du nouveau Parlement européen étant donné que la politique agricole commune (PAC) est le premier budget européen?

Manon Aubry: La crise agricole est révélatrice d'un malaise profond qui ne date pas d'aujourd'hui. La première demande du monde agricole, c'est de vivre de son travail. Or, historiquement, la PAC garantissait des prix planchers. Ça s'est d'ailleurs fait dans le secteur laitier jusqu'à la fin des années 2000… Le deuxième point, c'est comment nous protégeons notre agriculture de la concurrence déloyale de produits qui viennent de partout dans le monde. Le lait de Nouvelle-Zélande, les haricots verts du Kenya, la viande du Brésil… Des produits qui ne sont pas produits dans les mêmes conditions sociales, environnementales et sanitaires. Instaurer des prix planchers rémunérateurs et mettre fin aux accords de libre-échange doivent être les priorités de cette nouvelle mandature européenne.

Yohann Barbe: Tout agriculteur doit vivre du fruit de son travail. Là-dessus, on sera d'accord. Effectivement, l'histoire de la PAC, c'était des prix d'intervention permettant, jusqu'en 1992, de réguler les marchés. Depuis, nous avons des aides à l'hectare. Oui, il y a des choses à revoir sur l'équité du partage de la PAC. Mais de là à tout remettre à plat…

INTERVIEW

Quelle est votre position sur les «prix planchers» que défend Manon Aubry?

Y.B.: Nous n'y sommes pas forcément opposés. Mais le terme «prix plancher» signifie aussi «prix maximum». Prenez l'exemple du lait: un prix plancher à 0,50 euro le litre signifierait qu'aucun acteur économique ne ferait d'effort supplémentaire pour payer davantage. Nous préférons parler de «prix de revient», de «prix de coûts de production», qui rémunèrent les producteurs. Le terme de «prix plancher» ne doit surtout pas être inscrit dans les lois françaises et européennes.

M.A.: Je ne suis pas en désaccord… Nous parlons aussi de «prix garantis minimum». Car le sujet, ce sont les entreprises agroalimentaires situées entre l'éleveur et le consommateur: en vingt ans, la brique de lait à la vente a augmenté de plus de 50%. Or, le revenu des éleveurs a baissé de 4% et les marges des distributeurs sont en hausse de 188%.

Y.B.: Tout est une question de répartition de la valeur. Car dans mon domaine, le lait, nous avons fait le choix en France d'un modèle d'exploitations de type familial. Or ce modèle a un coût et il est à bout de souffle. Je fais deux fois et demie plus de lait que mon père avant moi. La France a gardé sa capacité à produire 24 milliards de litres de lait par an, mais avec 2,5 fois moins de producteurs! Nos agriculteurs sont oppressés par le travail, la paperasse, l'environnement… Ils sont fliqués tous les matins lorsqu'ils vont travailler. Cet environnement oppressant a été la raison de l'explosion des actions du début d'année.

M.A.: Je reviens à cette question des marges car elle est majeure. On ne traitera pas le sujet du revenu des agriculteurs sans s'occuper des profits réalisés par les entreprises de l'agroalimentaire. Il faut assumer de dire «prix minimum garanti» pour les agriculteurs et «blocage des marges» des entreprises agroalimentaires comme Lactalis. C'est ce que nous proposons.

Y.B.: Ce n'est pas un problème de marge, c'est un problème de volonté des acteurs à vouloir rémunérer nos filières. La marge, ils la feront encore demain, sur le dos des consommateurs.

M.A.: Sauf si on bloque des deux côtés de la chaîne. Si on garantit un litre de lait à 0,50 euro minimum et qu'on fixe un niveau maximum de marge, l'agriculteur est gagnant et le consommateur ne voit pas sa brique de lait s'envoler. Si la loi n'oblige pas les distributeurs et les intermédiaires, il n'y a pas de raisons qu'ils réduisent leurs marges. Je crois à la force de la loi, mais aussi des textes européens pour y arriver.

L'autre priorité agricole portée par Manon Aubry, c'est la «fin des accords de libre-échange». M. Barbe, comment accueillez-vous cette proposition?

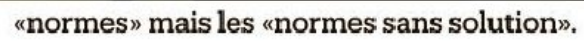
Y.B.: Nous avons besoin des marchés mondiaux. Donc me dire aujourd'hui, ici, il faut arrêter les traités de libre-échange, non.

M.A.: Ça ne veut pas dire la fin des échanges!

Y.B.: OK, il faut les retravailler. Mais nous avons besoin de traités de libre-échange… agricoles! L'industrie automobile, le nucléaire, l'aviation… On ne doit pas tout mélanger. Par contre, oui, il faut encadrer ces traités. Que ce que nous importons respecte *a minima* les normes européennes.

M.A.: Je le répète: «fin des accords de libre-échange» ne veut pas dire «fin des échanges» mais la fin de l'importation des produits qui ne




«normes» mais les «normes sans solution».



Pour Manon Aubry, LFI porte *«les réponses les plus claires sur la question du revenu».*

respectent pas les mêmes normes que les nôtres. Aujourd'hui, nous sommes incapables de garantir notre propre souveraineté alimentaire: la moitié des fruits et légumes consommés en France sont importés! Une partie de nos exploitations agricoles sont utilisées pour l'exportation et non pour nourrir les Français et les Européens. On importe des produits qui viennent de partout dans le monde, qui parfois sont produits avec des pesticides interdits sur le sol européen, des denrées que l'on sait produire en France et en Europe, mais que nos agriculteurs n'arrivent pas forcément à vendre! J'ai croisé plein de producteurs laitiers, notamment en bio, qui étaient obligés de déconventionner parce qu'ils n'avaient pas de débouchés pour leur lait bio… Le commerce du libre-échange tue notre agriculture.

Y.B.: Ça me fait plaisir de vous entendre dire qu'il faut réarmer la France au niveau alimentaire…

M.A.: Je n'utiliserais pas ce terme *(sourire).* Mais il faut, oui, viser la souveraineté agricole et l'autonomie en matière alimentaire.

Y.B.: Moi, je l'utilise. Car quels moyens de production vous mettez en face? J'entends qu'il faut produire des fruits et légumes en France mais on ne fera pas de la fraise toute l'année…

M.A.: Il faut consommer de saison.

Y.B.: Mais comment fait-on si on veut consommer toute l'année cinq fruits et légumes par jour en France? Vous imaginez la surface colossale qu'il faudrait? Comment fait-on pour gérer l'eau intelligemment? La France veut produire plus blanc que blanc par rapport à ses voisins européens. Super. Mais les traités sont déjà compliqués, alors pourquoi nous rajouter des normes, des cailloux dans chaque botte tous les matins?

Vous en voulez au Green Deal, c'est ça?

Y.B.: Le Green Deal, c'est la décroissance européenne de la production agricole. Si on baisse nos productions, comment voulez-vous nourrir l'Europe autrement que par des importations organisées par des traités de libre-échange? Nous importons déjà un poulet sur deux, quasiment pareil sur la viande bovine et les porcs. OK pour produire différemment, mais il faudra produire.

M.A.: Ce qui cause d'abord la décroissance agricole en France, c'est le réchauffement climatique. L'objectif doit donc être de traiter cette cause plutôt que d'en subir les effets. J'ai moi-même des réserves sur le Green Deal actuel, sur son manque d'ambition. Mais il se trouve qu'aucune norme du Green Deal n'a encore été mise en œuvre en pratique! La situation agricole actuelle n'est pas le résultat de ces règles. Les agriculteurs sont eux-mêmes les premières victimes du dérèglement climatique: inondations, gel, grêle… Tout comme ils sont victimes de l'utilisation de produits phytosanitaires et de pesticides. J'entends, en revanche, quand vous dites *«la difficulté, c'est qu'on a l'impression d'être très contrôlé, d'avoir l'Etat sur les basques».* C'est cela, à mon avis, un des échecs des normes environnementales.

Vous pensez aussi qu'il y a trop de normes environnementales?

M.A.: Non, elles sont même insuffisantes. Mais l'Etat, qui les fait appliquer, doit retrouver une place de soutien, d'aide et d'accompagnement comme il l'a fait au sortir de la Seconde Guerre mondiale pour recouvrer notre souveraineté agricole. Et pour que ces normes soient acceptables, c'est aussi – on y revient – une question de rémunération.

Y.B.: Nous ne disons pas: «pas de normes». Nous disons: «pas de normes sans solution». A l'époque de mes parents, il y avait, dans les chambres d'agriculture un conseiller agricole pour une dizaine ou une quinzaine d'exploitations. Aujourd'hui, nous avons un conseiller pour 1000 fermes! L'Etat se désengage aussi sur l'accompagnement dans la recherche. Il existe aujourd'hui des blés résistants à la sécheresse, à l'excès d'eau. Je suis le premier à dire que si, demain, je n'ai plus besoin de mettre de produits phytopharmaceutiques, je signe!

Un sujet sur lequel on vous imagine d'accord, c'est l'opposition à un élargissement de l'Union européenne à l'Ukraine. On se trompe?

M.A.: S'il n'y a pas d'harmonisation sociale, fiscale et environnementale, nous élargirons à un immense marché. Vous parliez d'exploitations familiales en France, mais – de mémoire – la moyenne de la taille des exploitations en Ukraine, c'est autour de 1000 hectares. En France, on est autour de 70 hectares!

Y.B.: 67 exactement.

M.A.: Voilà. En plus, 70% des terres agricoles ukrainiennes sont tenues par un oligarque. Le kilo de poulet se vend à 3 euros contre 7 euros en France: c'est de la concurrence déloyale. Tout le monde, à la fin, serait perdant à un élargissement. Selon nos calculs, les agriculteurs français recevraient à peu près 20 % de moins au titre de la PAC. Oui, il faut aider l'Ukraine. Mais pas en affaiblissant notre agriculture.

Y.B.: L'Europe d'aujourd'hui est déjà compliqué à 27… Veut-on l'ouvrir pour y faire entrer l'Ukraine? Est-ce pour compenser la décroissance organisée de la production agricole européenne?

Manon Aubry, comment expliquez-vous que, malgré certains points d'accord, vos propositions ont autant de mal à aboutir en votes chez les agriculteurs?

M.A.: Je vais vous raconter une anecdote. Il y a quelques mois, j'étais en déplacement dans la Creuse. J'ai échangé avec la FDSEA, la Coordination rurale, les responsables à la chambre d'agriculture. Je leur ai dit: *«Mais vous savez que je préside le seul groupe au Parlement européen qui n'a donné aucune voix aux accords de libre-échange? Que tous les autres groupes les votent massivement?»* La responsable de la FDSEA m'a répondu: *«Ecoutez, je ne savais pas. Je pensais que vous étiez juste pour la mort de l'agriculture.»* Au contraire: nous sommes pour une agriculture qui réponde à nos besoins et permette aux agriculteurs de vivre décemment.

Mais ça n'est pas entendu par les agriculteurs…

M.A.: Nous sommes engagés dans une longue bataille culturelle. Pas dans l'objectif d'aller chercher les voix des agriculteurs, mais de porter la vision d'un modèle agricole. Bien sûr que tout le monde ne fera pas du bio du jour au lendemain. Mais nous portons les réponses les plus claires sur la question du revenu et sur celle de la concurrence déloyale.

Convaincu, M. Barbe?

Y.B.: La question n'est pas de savoir pour qui on va voter. A la FNPL, on est et on restera apolitique. On discute avec tout le monde. Mais sur le sujet du bien-être animal, nous serons par exemple en désaccord, parce que vous avez voté des textes européens qui amènent des contraintes supplémentaires sur les exploitations. Pour nous, à la FNSEA et à la FNPL, l'agriculture a vraiment de beaux jours devant elle. Mais pour cela, il nous faut une ambition européenne claire de ce qu'on veut, demain, produire pour les Européens.


Les lycéens font des heures sup, entre ateliers, visites de Sciences-Po et rendez-vous culturels.

Du bac pro à Sciences-Po
Six lycéens de Sarcelles veulent ouvrir la voie

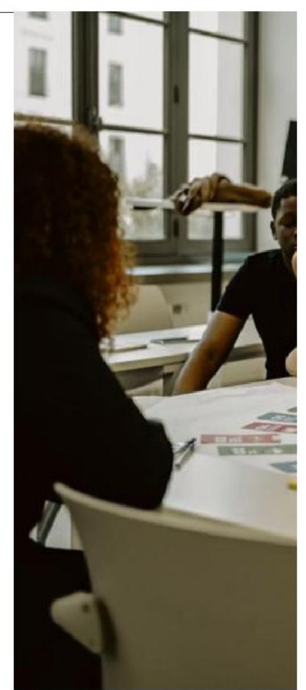
Depuis janvier, des élèves de seconde participent à une expérimentation visant à leur donner les moyens de viser la prestigieuse école, jusqu'ici fermée aux bacheliers professionnels. «Libération» a décidé de les suivre au long cours.

Par **ELSA MAUDET**
Photo **ALBERT FACELLY**

«*Pourquoi vous êtes là? Allez-y, prenez la parole de manière libre, vous êtes pas à l'école. Jahid, pourquoi t'es venu? Dylan vous a menacés?*» Dans l'élégante petite pièce grise des hauteurs du Philanthro-Lab, une ancienne faculté de médecine parisienne reconvertie en temple de la philanthropie, Ismaël Meite chambre son petit auditoire. «*C'est pour notre avenir*», répond Jahid Daville. «*C'est une pression que tu me mets. Mais je vais tout faire pour*», réplique Ismaël. Dès ses premiers mots, le jeune homme élégant et assuré, formateur en service civique à l'association Graine d'orateur 93, a su concentrer l'attention sur lui. Le ton enjoué, le corps engagé, il accroche chaque regard un à un.
Face à lui, assis autour d'une longue table ovale: sept ados. Les six élèves de seconde professionnelle du lycée Maryse-Condé de Sarcelles (Val-d'Oise) embarqués dans l'expérimentation «Du bac pro à l'enseignement supérieur» menée par l'association Une voie pour tous et Sciences-Po Paris, que *Libération* a décidé de suivre au long cours, et un de leurs potes, venu par curiosité. Depuis janvier, ces adolescents, triés sur le volet au sein de leur établissement, font des heures sup. Des ateliers, des sorties et des rencontres, le soir et le week-end, pour élargir leurs horizons, accroître leur culture, leur donner d'autres codes que ceux acquis durant leurs quinze premières années de vie.

«SI TU PARLES PAS BIEN, TU EXISTES PAS»

Le concept n'est pas nouveau, Sciences-Po fait ça depuis plus de vingt ans. Ses conventions d'éducation prioritaire (CEP) ont déjà permis à 2800 bacheliers des quartiers populaires d'intégrer la prestigieuse école. Pourtant, ce projet-là est une première. La première fois que des élèves de lycée pro ont droit à ce genre d'égards, les CEP étant réservées aux lycéens des voies générale et technologique. Jusqu'à cette année, même l'entrée à Sciences-Po leur était barrée administrativement. Pour ce galop d'essai, trois bahuts ont été choisis: un urbain, à Sarcelles donc, un rural, à Doullens (Somme) et un ultramarin, à Grand-Bourg (Guadeloupe). Un pari, tant le passage d'un bac pro à Sciences-Po ne coule pas de source.
Au Philanthro-Lab, en ce lundi soir, l'art oratoire est à l'honneur. «*Si on est là, les gars, c'est parce que l'heure est grave*, poursuit Ismaël. *Dans l'école de la République, on vous demande de bien vous exprimer, mais on ne vous a pas appris à parler. Il y a trop de gens qui croient que Barack Obama, il est né avec un micro dans le ventre, que c'était un orateur de fou. Non, tout ça, ça s'apprend. Et on va l'apprendre ensemble.*» Quelques semaines plus tôt, déjà, Greazi Abira, alias Greco, ancien de Sciences-Po et fondateur de l'asso, les avait coachés pour un concours d'éloquence dans leur lycée. «*Parler, c'est primordial. Si tu parles pas bien, tu existes pas*», juge Ronan Le Mouellic, élève en filière Métiers de l'électricité et de ses environnements connectés (Melec), qui s'est rendu compte, à l'heure de présenter un projet à l'ancien ministre de l'Education Pap Ndiaye, qu'il n'avait «*pas les bons mots*».
Les six ados retenus pour cette expérimentation, six mecs car la mixité n'est pas le point fort des filières industrielles, ont tous «*quelque chose*». «*Ça ne nous intéressait pas de reproduire une sélection par les notes, en prenant le premier de chaque classe*», tranche Dylan Ayissi, le fondateur de l'association Une voie pour tous. Lui-même ancien élève de la voie pro, il a demandé aux enseignants de Maryse-Condé de repérer des jeunes curieux, intéressés par le débat. Quelques instants aux côtés des heureux élus suffisent à comprendre pourquoi ils sont sortis du lot.
On a surpris Ronan, grand bavard intéressé par la marche du monde, dans une discussion profonde sur les dictatures et les monarchies parlementaires lors d'une sortie au musée du Quai Branly. Youssouf Tandjigora, observateur taiseux, économise ses mots pour ne distiller que ce qui sera parfaitement à-propos. Issifou Dramane a l'esprit vif et une implication à toute épreuve. Martin Dautry mériterait d'être embauché dès demain dans une boîte de cybersécurité tant cette passion le dévore. Le discret Abdoulaye Gassama est taquin mais efficace. Quant à Jahid, il est dépeint par les adultes qui l'entourent comme amateur de débat et capable d'une grande pertinence.


Youssouf, Ronan, Abdoulaye, Martin

Greco prend la suite d'Ismaël face à la jeune assemblée. Le temps est venu du procès. Affaire numéro 345. Martin a été tué par balle, un mardi, une histoire pas nette sur fond de jalousie. Ronan, Abdoulaye et Jahid sont suspectés du meurtre. Issifou, l'avocat d'Abdoulaye, lui chuchote sa stratégie à l'oreille. «*T'as cru que j'étais un ouf ou quoi?! Tu veux me mettre dans la merde?*» lâche l'accusé, rompant la quiétude de la pièce. L'un après l'autre, ils sont appelés à la barre. Jahid faisait du basket, Abdoulaye était à Marseille pour un concert de shatta, Ronan était à Parme, «*des documents officiels le prouvent*». Ce n'est pas eux, ils l'assurent. Chacun argumente, posément, réutilisant intelligemment les conseils oratoires distillés par leurs aînés de Graine d'orateur. Youssouf, le procureur, livre ses réquisitions. Jahid, jugé le moins convaincant, est finalement condamné à trois ans de prison pour complicité de meurtre.

«ON N'EST PAS BIEN VUS AUX YEUX DE LA SOCIÉTÉ»

Lors de la présentation du programme aux lycéens, «*ils n'ont pas dit le nom de Sciences-Po mais d'Une voie pour tous. Je me suis d'abord dit non, je veux pas finir tard*», avoue Abdoulaye. «*Quand ils ont dit que c'était soutenu par Sciences-Po, j'ai compris que c'était une opportunité.*» Cet élève de la filière «systèmes numériques» s'organise désormais pour goupiller ses cinq entraînements de basket hebdoma-



et Issifou en plein atelier. Ce jour-là, le sixième lycéen, Jahid, n'est pas présent.



C'est la première fois que Sciences-Po ouvre ses portes aux élèves de lycée pro.

daires, ses matchs le week-end, ses cours et les diverses activités du programme. *«On n'est pas bien vus aux yeux de la société,* indique quant à lui Issifou. *Dès qu'on dit Sarcelles, on pense directement aux violences. J'aime participer à ce projet-là pour pouvoir démentir cette image et montrer qu'on veut aller loin.»*

Un enjeu d'autant plus grand que, depuis son arrivée en France, il y a trois ans, le jeune homme né au Maroc a largement pu expérimenter racisme et discriminations. *«Même si je ne m'implique pas dans tout ce qui est violence, je suis stigmatisé parce que je suis noir et à cause de mon style vestimentaire»*, résume ce garçon souvent en jogging et baskets noirs, une cagoule sur le visage lors des froides journées, une fausse casquette Gucci dorée sur le crâne quand le temps se montre plus clément. Lors d'une sortie à Paris avec le reste du groupe, *«on s'est fait contrôler»*, raconte Abdoulaye, garçon noir lui aussi: *«Tous les blancs du groupe ont été mis à l'écart, seuls les noirs ont été pris. Je n'étais pas habillé en noir, j'étais en gris, simple, pas de capuche, un t-shirt et un jogging. J'étais avec quelqu'un blanc de peau, habillé en noir: j'ai compris que ce n'était pas ça qui jouait.»* Les policiers ont changé d'attitude en apprenant que le petit groupe était adoubé par Sciences-Po.

Ce partenariat, personne ne sait encore trop quoi en attendre. Du positif, certes, mais jusqu'où? *«Je ne veux pas leur vendre du rêve en disant "Sciences-Po est à votre portée", parce que la marche est un peu haute, mais je veux leur donner un peu d'ambition»*, indique Karine Aurélia, directrice déléguée à l'égalité des chances au sein de l'école parisienne. *«Où mettre le curseur? Est-ce que c'est un échec si un seul élève est admis?* interroge Patricia Germé, l'énergique proviseure du lycée Maryse-Condé. *Non, on aura gagné parce qu'on aura impulsé une belle dynamique auprès des jeunes, qui voient des adultes se mobiliser pour eux et prennent conscience de leur potentiel. Ça a véritablement mis en lumière, au sein même du lycée, ces élèves de la seconde pro qui sont souvent compliqués au niveau du climat scolaire.»* Pour Dylan Ayissi, *«on doit arrêter de dire qu'il y a des choses inatteignables. Et en faisant ça, on dit à toutes les autres écoles: il faut que vous fassiez la même chose»*.

Issifou, lui, est paumé. Lors de notre première rencontre, au mois de mars, il disait vouloir devenir ingénieur en électrotechnique, avec pour projet de partir en alternance l'an prochain. Quelques semaines plus tard, il doute. *«Tous les ateliers qu'on fait, j'aime bien, je me vois dedans»*, confie cet aîné d'une fratrie de sept. Son lycée ne proposant pas d'alternance, il devrait le quitter pour un CFA. Et tirer un trait sur le partenariat avec l'école. Difficile de s'y résoudre.

«ILS SONT CAPABLES DE COMPLEXIFIER LEUR PENSÉE»

Chacun a déjà été un peu transformé par ce tout jeune programme. Houda Bouali, professeure de lettres et d'histoire à Maryse-Condé, constate que les six élèves ont gagné en confiance en eux et maîtrisent mieux leurs prises de parole. Les timides sont plus à l'aise, les loquaces ont appris à laisser de la place aux autres. *«Il n'y a pas de leader, ils fonctionnent en forme de collégialité, ils se consultent,* apprécie-t-elle. *Tous autant qu'ils sont, désormais, ils sont capables de complexifier leur pensée, de l'argumenter et de structurer leur propos, ce qui n'était pas forcément le cas avant.»*

Martin semble même avoir eu une révélation. Elève en filière Cybersécurité, informatique et réseaux, électronique (Ciel), il mange, dort et respire cybersécurité depuis trois ans. Son objectif: intégrer l'école spécialisée 2600, à Montigny-le-Bretonneux (Yvelines), pour devenir *pentester* ou *red teamer*, des métiers qui consistent à simuler des intrusions, physiques ou numériques, pour tester la sécurité des entreprises. *«J'aimerais pouvoir réussir dans la vie, vivre de ma passion, faire des déplacements un peu partout, rendre ma mère heureuse – même si là elle est très heureuse»*, nous expliquait-il lors de la visite du Quai Branly. Mi-avril, il a découvert que Sciences-Po proposait un master dans son domaine. Ses yeux se sont éclairés. Entre deux bouchées de pizza, dans la cafétéria du campus Saint-Thomas, le voilà balayant silencieusement le site internet de l'école sur son téléphone, un sourire accroché au visage. Il a envoyé un message à sa mère. Ses plans ont changé.

carnet

DÉCÈS

Paris (75)

Nora, sa fille,
Ses frères et sœur,
Annie, Pierre et Patrick,
ses neveux et nièces,
ses belles-sœurs,
Ainsi que Ludovic,
Ses nombreux amis

ont le chagrin de vous faire part de la disparition de

Michel Rotman

le 27 mai 2024, à 80 ans.
Les obsèques auront lieu au Père Lachaise le mardi 11 juin à 14h30.
Il sera enterré auprès de Josée.

Rdv devant l'entrée principale du cimetière, 8 bd Ménilmontant. 75020 Paris

Pour l'envoi de fleurs: au funérarium de Ménilmontant 7 bd Ménilmontant, à son attention.



Le mémorial du musée d'Utah Beach, à Sainte-Marie-du-Mont.





Le maire de Grandcamp-Maisy devant le tobrouk (bunker individuel)

Normandie «Les stèles et les blockhaus risquent d'être envahis par les flots»

REPORTAGE

L'érosion côtière, qui menace les vestiges normands de la Seconde Guerre mondiale, entremêle nécessité d'adaptation et devoir de mémoire, alors que la région s'apprête à célébrer les 80 ans du Débarquement.

Par **ANAÏS MORAN**
Envoyée spéciale dans la Manche et le Calvados

Charles de Vallavieille conduit la visite d'un pas solennel. Ici, un bunker. Là, un obstacle antichar en pièces d'acier soudées, un mur de béton marqué par des éclats de mitraille, un canon resté fixé à sa structure d'origine. L'homme de 69 ans chemine à travers le sable et les herbes hautes courbées par le vent. A l'approche des commémorations du 80e anniversaire du Débarquement en Normandie, il s'attarde sur chaque monument aux morts. Un drapeau des Etats-Unis flotte dans le ciel couleur de pluie. Le 6 juin 1944, plus de 23 000 soldats américains ont foulé Utah Beach, cette plage mythique située dans le département de la Manche. *«En ce lieu où nous nous trouvons, j'ai déjà vu des vétérans saluer la mer en pleurant,* témoigne le guide. *Cette mer salvatrice qui nous a permis de redevenir des êtres libres et qui apparaît dorénavant sous un visage menaçant.»* Il montre du doigt la bande dunaire fragile sur laquelle repose le musée d'Utah Beach, fondé par son père il y a soixante ans. *«Les vagues grignotent du terrain,* poursuit-il. *Cet établissement, comme les stèles commémoratives, comme les blockhaus allemands, risquent un jour d'être envahis par les flots.»*

FRAGMENTS RONGÉS PAR LE SEL

Charles de Vallavieille est le maire de Sainte-Marie-du-Mont, la commune propriétaire du musée. Il y a cinq ans, il a fait installer des clôtures sur plus de 800 mètres de littoral afin de sanctuariser les dunes et d'éviter leur affaissement du fait du passage des 150 000 visiteurs annuels sur le site. *«Nous avons vite compris que c'était insuffisant,* développe-t-il. *Aujourd'hui, nous sommes dans cette situation où il suffit d'un vent nord-est et d'un coefficient de marée à 90 pour que nous nous retrouvions d'un seul coup vulnérables.»* Sur toute la partie ouest d'Utah Beach, le trait de côte (qui délimite la frontière entre terre et mer) a reculé d'une vingtaine de mètres depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Du mur antichar construit sur cette plage par les Allemands, il ne reste que des fragments. Rongés par le sel et les courants marins. Le niveau de la mer a grimpé de 20 centimètres au cours du XXe siècle. Et il pourrait encore s'élever de plus d'un mètre d'ici à 2100, selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). En 2022, le directeur du musée a reçu l'autorisation de déverser, tous les deux ans, 7 000 m³ de sable au pied de la bâtisse. Un permis temporaire octroyé par l'Etat qui prendra fin en 2028 et qui doit être remplacé par un plan d'adaptation de long terme. Cet été, une première étude sur le sujet devrait d'ailleurs être lancée par la région Normandie et la communauté de communes. *«Il s'agira d'abord de trancher sur la sauvegarde ou non du site. Puis de savoir si on protège le lieu sur place, ou si on déménage tout ce qu'on peut. Et à quel prix»,* résume le maire. A titre personnel, Charles de Vallavieille *«fera tout»* pour que l'option de la construction d'une digue soit retenue. Le musée est l'héritage inestimable de son père Michel, blessé dans le dos par les parachutistes américains lors du Débarquement. *«Malgré cet accident, il a consacré le reste de sa vie à honorer la mémoire de ces hommes et à entretenir le souvenir de leur histoire,* relate-t-il. *Je ne vois tout simplement pas le musée ailleurs.»*

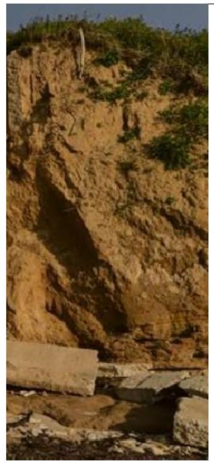
«ÉROSION DE LA MÉMOIRE»

Les stigmates d'Utah Beach sont loin d'être les seuls en danger. Aucune projection n'a encore été réalisée sur l'ampleur précise du risque dans le futur, mais d'après le rapport de 2022 du «Giec normand», un groupe de scientifiques chargés de faire le point sur l'évolution du climat et ses répercussions localement, près de la moitié du littoral s'érode déjà de manière *«importante»* dans la région. Et ce phénomène va forcément s'intensifier avec l'aggravation du changement climatique. *«L'érosion est d'abord un processus naturel. Le littoral qui a connu le Débarquement se caractérise par des dunes de sable et des falaises de calcaire qui perdent du terrain en raison de facteurs environnementaux millénaires,* éclaircit le géographe Stéphane Costa, coprésident de ce Giec et référent scientifique de la stratégie nationale de gestion du trait de côte. *Cette érosion a été accélérée par la construction d'ouvrages, telles que les jetées et les perrés* [murs de pierres, ndlr]. *Surtout, elle s'accentuera au fur et à mesure de la montée du niveau de la mer qui constituera un tremplin pour les vagues de tempêtes.»*

Les rivages normands comptent de nombreuses stèles, plaques, statues et autres édifices commémoratifs liés au D-Day, ainsi que plusieurs milliers de vestiges du mur de l'Atlantique. Auprès de *Libération*, le service de l'archéologie de la Direction régionale des affaires culturelles (Drac) rapporte que *«l'érosion du littoral a affecté»* pour l'heure *«91 ouvrages»*. Qu'en sera-t-il les prochaines années et décennies? A l'heure du 80e anniversaire du Débarquement, alors que les ultimes souvenirs des survivants du 6 juin s'éteignent de manière inéluctable, quelle destinée attend ces reliquats? *«Toute la question est de savoir comment lutter contre l'érosion de la mémoire collective face à l'érosion des traces»,* décrit Stéphane Lamache, historien chargé par la Drac de dresser l'inventaire de la totalité de ces monuments.

Eliane Quéguiner, Pierre Lebarbenchon et Marie-Thérèse Anquetil, 90 ans passés, ont tous les trois vécu le Jour J à Grandcamp-Maisy (Calvados). Leur plage fait partie du cé-







effondré.



A Sainte-Marie-du-Mont, les clôtures évitent l'affaissement des dunes. PHOTOS ANDREA MANTOVANI. NYT

lèbre front militaire d'Omaha Beach. Réunis ce matin-là par leur maire, Eric Poissonnière, ils ravivent leurs souvenirs à quelques jours de la fête. Dans les rues de leur village, des touristes étrangers se promènent déjà en Jeep et treillis. Des fanions aux couleurs américaines et britanniques ornent les jardins et les portes d'entrée des maisons. *«C'est bien beau tout ce folklore, mais lorsque nous ne serons plus là, qu'est-ce qui permettra de témoigner de ce qu'il s'est passé ici ?»* interroge Eliane Quéguiner. *«Les boutiques de souvenirs !»* plaisante Marie-Thérèse Anquetil. Spontanément, la discussion bascule sur l'événement qui a marqué tous les esprits l'an passé : la chute du tobrouk dans la mer. Ce bunker individuel était niché dans la falaise à l'entrée de la commune. En mars 2023, il a fini par se détacher. *«A la Libération, ce blockhaus fut le terrain de jeu de notre enfance. A croire que les cicatrices de la guerre vont être emportées avec nous»*, lâche Pierre Lebarbenchon.

A Grandcamp-Maisy, l'érosion galopante responsable de la culbute du tobrouk a aussi entraîné, au gré des éboulements, le descellement de petits obus jusqu'alors coincés dans la terre. Cinq opérations de déminage ont dû être réalisées l'année dernière. *«C'est difficile d'imaginer que dans plusieurs décennies le littoral n'aura probablement plus rien à nous faire ressurgir du passé. Qu'il n'y aura plus rien à redécouvrir car les paysages du Débarquement auront disparu, que tout pourrait finir par être englouti»*, soupire l'édile.

A quatre kilomètres à vol d'oiseau de sa mairie, la Pointe du Hoc est l'emblème de cet ébrèchement en cours. Perché sur une falaise de calcaire haute de presque 30 mètres, le site fut un point de défense stratégique des forces allemandes. Ce sont les Américains qui escaladèrent les parois le 6 juin. Ce sont eux qui assurent la gestion et l'entretien des lieux. Non sans peine : au cours de ces quatre-vingts dernières années, la falaise a reculé d'une vingtaine de mètres. Aucune construction de l'époque n'est encore tombée à l'eau. Toutefois, le plateau est actuellement jalonné de barrières de sécurité sur lesquelles il est écrit *«No access, risk of landslide»* («Accès interdit, risque d'éboulement»). Un blockhaus campé trop proche du bord est interdit à la visite. Certains sentiers quadrillant l'immensité des cratères façonnés par les bombes alliées de 1944 sont impraticables.

Création de cavité par la mer, effondrement de pans de falaise, glissement de terrain, les incidents à la Pointe du Hoc s'accumulent. Au printemps 2025, l'agence gouvernementale American Battle Monuments Commission lancera donc de gros travaux. Notamment pour reconfigurer le parcours touristique plus loin des flancs escarpés et pour déménager la stèle de granit dédiée aux 225 Rangers morts lors de leur ascension sur la Pointe – le monument étant actuellement installé au bord du précipice. L'opération devrait coûter plus de dix millions de dollars. En 2010, les Etats-Unis avaient déjà dépensé six millions de dollars pour *«stabiliser»* la falaise, au moyen de micropieux métalliques plantés dans le sol et d'énormes blocs de béton armé encastrés au pied de l'à-pic.

«PRÉPARER LE REPLI»

«La falaise ne peut être mise sous sarcophage, de la même manière que les dunes ne pourront être protégées partout par une sorte de mur de l'Atlantique, réagit le professeur de géographie Stéphane Costa. *Nous devons préparer dès à présent le repli et imaginer autrement le maintien de la dimension mémorielle et cérémonielle de notre histoire. Il ne s'agit pas de créer un "no man's land" sur le littoral, mais il faut comprendre qu'à terme on ne pourra plus y vivre et en vivre de la même façon, ni surtout au même endroit.»* Le tourisme lié au Débarquement attire plus de cinq millions de visiteurs chaque année en Normandie. *«Nos littoraux sont en train de se métamorphoser. De lieux historiques, ils évolueront en lieux d'interprétation de l'histoire»*, expose Régis Leymarie, délégué adjoint Normandie du Conservatoire du littoral.

A Courseulles-sur-Mer (Calvados), petite station balnéaire de plages sableuses située à une quarantaine de kilomètres à l'est de la Pointe du Hoc, le centre Juno Beach et son parc mémoriel sont déjà presque tout entier encerclés d'eau. Campés entre le port, le bassin d'une marina, l'embouchure de la Seulles et la mer. *«Il est clair que la question n'est pas de savoir si nous serons inondés un jour, mais plutôt quand,* résume Nathalie Worthington, directrice de ce lieu culturel construit en 2003 et dédié aux soldats canadiens (quelque 14 000 d'entre eux ont débarqué le D-Day sur le rivage de Juno Beach). *Est-ce qu'il y a vingt ans, au regard de tout ce que nous savons désormais sur les risques de submersion du littoral, la même décision aurait été prise pour l'emplacement du centre ? Sans doute pas, mais désormais on se doit de composer avec.»* La bâtisse est aujourd'hui séparée du trait de côte par une centaine de mètres de dunes basses et de diverses plantes graminées. A la différence du musée d'Utah Beach, hanté par la planification de sa défense face à la menace immédiate de la houle, les équipes de Juno investissent toute leur énergie dans la transition écologique de leur établissement. *«La question de l'avenir du musée s'avère moins urgente qu'ailleurs, donc en attendant que les autorités lancent les discussions, nous avons décidé de lutter à notre échelle contre les causes du réchauffement climatique avec une stratégie de décarbonation,* expose Nathalie Worthington. *C'est notre moyen à nous d'avoir l'impression de ne pas juste subir.»*

RECYCLEUSE ET TARIFS RÉDUITS

Cela fait cinq ans que le centre Juno Beach a pris les choses en main. En 2019, la direction a mesuré l'empreinte carbone du musée (1 096 tonnes de CO_2 émises) et s'est engagée à la réduire chaque année de 5 % jusqu'en 2050. Le personnel a installé depuis un abri extérieur équipé de panneaux photovoltaïques et plusieurs bacs à marée (pour les déchets échoués sur la plage), acheté une recycleuse à plastique pour fabriquer des souvenirs de sa boutique, mis en place un tarif réduit pour les visiteurs arrivant en train ou à vélo, repensé son système d'éclairage, augmenté le temps de télétravail… *«Lors du Débarquement, les Canadiens ont montré ce qu'étaient l'engagement, le ralliement, le sens civique, et nous avons le devoir de faire de même aujourd'hui face au changement climatique,* proclame Nathalie Worthington. *Les déséquilibres écologiques représentent l'un des plus grands périls pour la paix dans le futur. Et cette paix, nous en jouissons en partie grâce aux soldats morts ici. Tout doit être fait pour l'entretenir.»*





80 ans du Débarquement : les musées dans une course effrénée à l'innovation

Omaha, Utah, Juno, Sword… Le long de ces plages, les musées communaux, associatifs ou privés se préparent à l'invasion des touristes à l'occasion des 80 ans du Débarquement et, entre immersion et «edutainement», déploient des initiatives pour tenter de séduire les plus jeunes. PHOTO GETTY IMAGES. AFP



Joe Biden vendredi 31 mai à la Maison Blanche. PHOTO EVELYN HOCKSTEIN. REUTERS

Avec son projet de trêve à Gaza, **Joe Biden** tente le tout pour le tout

En se plaçant au cœur du processus de dialogue, le président américain espère sortir d'une crise qui lui coûte politiquement. Mais les obstacles restent nombreux.

Par **FRÉDÉRIC AUTRAN**

L'HISTOIRE DU JOUR

Coup de pression décisif ou coup d'épée dans l'eau ? En dévoilant solennellement vendredi, depuis la Maison Blanche, les détails d'une nouvelle feuille de route pour un cessez-le-feu à Gaza, Joe Biden a franchi un cap dans son implication personnelle pour tenter de mettre fin à la guerre dévastatrice menée par Israël dans l'enclave palestinienne, en représailles aux massacres du 7 Octobre. *«Il est temps de commencer cette nouvelle étape, que les otages rentrent chez eux, qu'Israël soit en sécurité, que les souffrances cessent. Il est temps que cette guerre s'arrête et que le jour d'après commence»*, a martelé le président américain.

A cinq mois d'un duel électoral à haut risque face à Donald Trump, le président démocrate, dont la coalition hétérogène de 2020 se fracture depuis des mois sur la situation au Proche-Orient et sur le soutien de Washington à Tel-Aviv, cherche à peser davantage. Et à placer les différents acteurs, à commencer par le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, et les dirigeants du Hamas, face à leurs responsabilités.

Longue de quatre pages et demi, la nouvelle proposition comporte trois phases, chacune d'une quarantaine de jours, la première prévoyant notamment un cessez-le-feu, le retrait de Tsahal des zones densément peuplées, la libération de certains otages israéliens (femmes, personnes âgées, blessées ou malades) en échange de centaines de prisonniers palestiniens, ainsi qu'un afflux massif d'aide humanitaire dans le territoire palestinien dévasté. Officiellement, ce nouveau plan, très proche des précédents qui ont successivement échoué ces derniers mois et jugé vendredi soir *«positivement»* par le Hamas, a été élaboré par Israël – et donc vraisemblablement approuvé par le cabinet de guerre restreint. Mais en le présentant lui-même depuis Washington, et par le choix de ses mots, Joe Biden n'a pas cherché à dissimuler le rôle clé joué par la Maison Blanche.

Pression. Samedi, sans même faire référence à Joe Biden, le bureau du Premier ministre israélien avait tenu à réaffirmer ses *«conditions»* pour un cessez-le-feu permanent: *«La destruction des capacités militaires et administratives du Hamas, la libération de tous les otages et la garantie que Gaza ne constitue plus une menace pour Israël.»* Selon des responsables israéliens cités anonymement par plusieurs médias, dont le *New York Times*, la feuille de route dévoilée par le président américain correspond bien à une proposition approuvée par le cabinet de guerre israélien, mais restée secrète jusqu'ici. En la rendant publique, Joe Biden cherche à accélérer la quête d'une trêve, en plaçant notamment son allié israélien au pied du mur. Sauf que Benyamin Nétanyahou, sous forte pression intérieure, joue de son côté l'extrême prudence. A peine le shabbat terminé, samedi soir, ses ministres religieux d'extrême droite, Itamar Ben Gvir et Bezalel Smotrich, ont menacé de quitter le gouvernement si Nétanyahou cessait les hostilités avant d'en finir avec le Hamas. Au même moment, des milliers d'Israéliens sont descendus dans les rues du pays pour réclamer un accord permettant la libération des otages.

Contradiction. Après des mois de blocage, une percée dans les négociations est-elle possible ? *«C'est vraiment un moment décisif. Israël a fait sa proposition. Le Hamas dit qu'il veut un cessez-le-feu. Cet accord est l'occasion de prouver qu'il est vraiment sincère»*, a déclaré vendredi Joe Biden, admettant toutefois que *«des divergences»* demeuraient sur *«des détails spécifiques»*. Des divergences qui pourraient s'avérer très difficiles à surmonter, tant elles sont le reflet depuis des mois de différences irréconciliables entre les objectifs de guerre et les intérêts politiques des belligérants. Terré dans les tunnels de Gaza, le chef du Hamas dans l'enclave palestinienne, Yahya Sinwar, souhaite un cessez-le-feu permanent garantissant la survie du Hamas, en contradiction totale avec l'objectif de Benyamin Nétanyahou de continuer la guerre jusqu'à une *«victoire totale»* sur le mouvement islamiste palestinien.

En attendant, l'armée israélienne poursuit son offensive à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, lancée il y a près d'un mois afin, selon elle, de détruire les derniers bataillons du Hamas. Dimanche, des bombardements incessants et meurtriers ont ciblé plusieurs secteurs de l'enclave palestinienne, dont Rafah, devenue l'épicentre de la guerre. Devant la progression des forces israéliennes, environ un million de Palestiniens, dont beaucoup avaient trouvé refuge à Rafah ces derniers mois, ont à nouveau été forcés de fuir, dans des conditions humanitaires désastreuses.

Dimanche, une réunion consacrée à la réouverture du point de passage frontalier de Rafah, dont le côté palestinien est contrôlé par l'armée israélienne depuis le 7 mai, s'est déroulée au Caire. Les représentants américains, israéliens et égyptiens se sont quittés sans accord, l'Egypte réclamant le retrait de Tsahal de Rafah avant d'envisager sa réouverture. ◆





«Qui joue à 2 heures du matin ?»: à Roland-Garros, les joueurs se plaignent des sessions nocturnes

Après la rencontre marathon remportée dimanche à 3 h 06 du matin par Novak Djokovic, certains joueurs s'interrogent sur l'heure tardive des matchs lors des fameuses «night sessions», instaurées en 2021. Ni les sportifs ni les spectateurs ne semblent en sortir gagnants. A lire aussi: l'Italien Jannik Sinner, suivi à la trace par ses fans de carottes et le profil de Corentin Moutet, qui était dimanche le dernier Français en lice. PHOTO AP

«Je connais parfaitement ce cycle qui voit l'écologie s'épanouir puis être désavouée de nouveau. Je savais donc que cette campagne serait ce qu'elle est.»


AFP

MARIE TOUSSAINT
Tête de liste Les Ecologistes aux européennes

«Pas d'écologie sans les écologistes!» Un cri d'alarme résonnait dans les Docks de Paris, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), dimanche. A une semaine du scrutin européen – alors que la liste menée par Marie Toussaint se rapproche de la barre des 5%, ce qui signifierait la disparition du groupe écolo au Parlement européen –, Les Ecologistes tiennent leur dernier meeting de campagne. Dans la salle qui accueillait le premier grand rendez-vous de la Nupes il y a deux ans, toutes les personnalités du parti sont venues appeler à la mobilisation. *«Le 9 juin, tout ce que l'Europe compte de féministes, de démocrates, de LGBT, d'antifascistes, doit être dans les urnes car ce sont nos vies qui sont en jeu»*, lance la sénatrice Mélanie Vogel. La coprésidente du Parti vert européen dessine un tableau simple: l'écologie ou le fascisme en Europe. *«La flamme vacille mais ne s'éteint pas, comme le roseau plie mais ne rompt pas*, prévient Marie Toussaint. *Je connais parfaitement ce cycle qui voit l'écologie s'épanouir puis être désavouée de nouveau. Je savais donc que cette campagne serait ce qu'elle est.»* Au sein des écolos, on loue l'eurodéputée qui a fini par trouver son ton dans un contexte difficile, prise en étau entre insoumis et socialistes.

CHARLOTTE BELAÏCH

Reportage à lire en intégralité sur *Libération.fr*

Pour le RN, «rien n'est fait tant que le peuple Français n'aura pas gravé cette victoire dans le marbre du vote».


AP

JORDAN BARDELLA
Tête de liste Rassemblement national aux européennes

Quand on est très haut, le principal risque est encore de chuter. C'est donc un triomphalisme tout relatif qu'ont affiché les troupes du RN dimanche, lors d'un meeting organisé au Dôme de Paris, Porte de Versailles. Une salle d'ordinaire plus prisée des partisans d'Eric Zemmour que de ceux de Marine Le Pen.
A l'exception de deux Femen les torses dénudés hurlant *«pour une Europe féministe et pas fasciste»* pendant le discours de la tête de liste, avant d'être évacuées violemment en un souffle par le service de sécurité, l'événement se déroule dans un classicisme sans surprise. Un chauffeur de salle pousse la foule à agiter ses drapeaux tricolores sur des tubes anglo-saxons, de *Freed From Desire* au remix de la coupe du monde de 1998 d'*I Will Survive*. Aucun drapeau européen à l'horizon. Après le discours de Marine Le Pen, Jordan Bardella fend le public le pouce levé sur des basses electros. Et se lance à son tour dans des envolées lourdingues: *«Paris c'est d'abord une histoire millénaire où dans chaque rue une pierre raconte une épopée.»*
La foule s'agite, vocifère des mots d'amour et des exclamations de colère. *«Jordan, au secours!»* crie un militant, en référence à la célèbre plainte de Jean-Marie Le Pen *«Jeanne, au secours!»*, et à son parti créé en 2016 après son exclusion du FN. *«Mais j'arrive!»* réplique Bardella en se marrant.

LUCIE ALEXANDRE

Reportage à lire en intégralité sur *Libération.fr.*

Afrique du Sud: l'ANC en quête d'une coalition après sa défaite historique

VU DE JOHANNESBURG

La colère des Sud-Africains face à la corruption, les coupures d'électricité, le chômage et la criminalité ont coûté cher au Congrès national africain (ANC) qui, le 29 mai a remporté à peine plus de 40% des suffrages. Une sanction pour le parti, jusque-là hégémonique. Ce scrutin avait été annoncé comme le plus disputé depuis l'avènement de la démocratie et l'élection de Nelson Mandela, en 1994.
Le principal parti d'opposition, l'Alliance démocratique, a obtenu 21% des voix et arrive en deuxième position. Mais le grand gagnant est l'ex-président Jacob Zuma: son parti, umKhonto we Sizwe (MK), créé il y a quelques mois, devient la troisième formation politique du pays, avec près de 15%. Le fait que Zuma, aussi charismatique que sulfureux, ait été déclaré inéligible par la Cour constitutionnelle, en raison de sa condamnation, en 2021, à une peine de prison pour obstruction à la justice, n'a pas empêché ses soutiens de voter pour son parti. Alors qu'il s'était juré de perturber cette élection, l'ex-président, fidèle à son deuxième prénom, Gedleyihlekisa – «celui qui sourit en écrasant ses ennemis» –, a prouvé qu'il bénéficiait encore d'un large soutien populaire, particulièrement auprès de l'électorat zoulou.
L'ANC reste néanmoins la plus grande formation du pays et il est presque impossible qu'un gouvernement puisse se former sans sa participation.
Des négociations, qui s'annoncent tendues, sont déjà entamées avec d'autres partis pour tenter de constituer une coalition – ce que l'ANC n'avait jamais eu à faire. Avec qui va-t-il s'associer? *«La préférence aurait été de former une coalition avec de petits partis marginaux pour ne pas avoir à dévier de sa politique»*, estime François Conradie, analyste sud-africain auprès de Oxford Economics Africa. Mais, avec un score en dessous des pires prévisions, cette solution semble désormais exclue pour atteindre une majorité.
Cela ne laisse que trois partenaires potentiels, dont le soutien ne pourra se négocier qu'en échange de difficiles concessions et de postes ministériels. Un gouvernement d'unité avec l'Alliance démocratique (DA), parti de centre droit, offrirait une majorité confortable à l'Assemblée nationale. Son chef, John Steenhuisen, critique acerbe de l'ANC, n'a pas exclu l'idée d'une alliance pour éviter le *«chaos»* qu'entraînerait une coalition avec d'autres partis de la gauche radicale. Mais ces deux partis ont des positions inconciliables sur plusieurs sujets. Pour l'ANC, les politiques de discrimination positive de la population noire dans l'économie, censées corriger les inégalités héritées de l'apartheid, sont *«non négociables»*, alors que beaucoup estiment que le DA favorise les intérêts de la minorité blanche et de la classe moyenne, au détriment des plus pauvres. *«Il y a aussi des divergences majeures sur les questions de politique internationale»*, souligne l'analyste Hlengiwe Ndlovu, dont les conflits à Gaza et en Ukraine.
De l'autre côté de l'échiquier, deux partis de la gauche populiste font trembler milieux d'affaires et investisseurs: les Combattants pour la liberté économique (EFF) de Julius Malema et le MK de Zuma, qui prônent la confiscation des terres des fermiers blancs sans compensation et la nationalisation des mines. Malema, qui lorgne la vice-présidence, a déclaré que l'EFF, qui a obtenu 9,5% des voix, était prêt à discuter avec l'ANC. Le MK pose, lui, une condition préalable: la démission de Cyril Ramaphosa, le président sud-africain sous pression et fragilisé après avoir mené l'ANC à son pire score électoral. Dimanche soir, Zuma a boycotté la proclamation officielle des résultats. Plus tôt, il avait évoqué les risques de *«colère»* de ses partisans si la commission électorale venait à s'exprimer avant que toutes les contestations – dont celles déposées par son parti – liées au scrutin aient été résolues. Le Parlement dispose de deux semaines pour siéger et élire un nouveau président.

PATRICIA HUON
(en Afrique du Sud)

Iran L'ex-président Ahmadinejad candidat à la présidentielle


DR

Malgré le dicton, pas sûr que ce soit dans les vieux pots qu'on fasse la meilleure soupe. L'ancien président populiste et ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad a enregistré dimanche sa candidature à l'élection présidentielle anticipée, ont rapporté les médias d'Etat. Le scrutin était initialement prévu pour 2025, mais il se tiendra finalement le 28 juin en raison de la mort du président Ebrahim Raïssi, le 19 mai dans un accident d'hélicoptère. Ahmadinejad, 67 ans, a été président pendant deux mandats consécutifs de 2005 à 2013. Sa présidence a été marquée par des propos incendiaires sur Israël et par de vives tensions avec l'Occident, notamment sur le programme nucléaire iranien.

Italie Trois jeunes gens emportés par les eaux d'une rivière en crue

Les images sont déchirantes. Trois jeunes âgés de 20 à 25 ans, deux filles et un garçon, accrochés les uns aux autres dans une rivière en furie tentent de ne pas sombrer. Ils ont été emportés dans une crue d'une exceptionnelle rapidité vendredi, dans le petit village de Premariacco, dans le nord-est de l'Italie. Dimanche soir, les recherches se poursuivaient pour les retrouver.

Inde Le Premier ministre Narendra Modi en passe d'être réélu

Selon les premiers sondages, l'actuel Premier ministre est en bonne voie pour rester au pouvoir. Les résultats définitifs des élections générales, le plus grand scrutin de l'Histoire avec près d'un milliard de votants, sont attendus mardi mais l'opposant politique Arvind Kejriwal, qui s'était vu octroyer une permission par la justice pour mener campagne, a d'ores et déjà été contraint de retourner en prison.

Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

75 PARIS

Avis divers

ANGOA

Agence Nationale de Gestion des Œuvres Audiovisuelles
11bis, rue Jean Goujon – 75008 Paris
Société civile
Capital variable au 31/12/2023 : 10 890 €
RCS Paris D 322 961 012

L'Assemblée Générale Ordinaire de l'ANGOA se réunira le :

LE LUNDI 24 JUIN 2024 A 17 H 00 A L'HOTEL RAPHAEL – 17 AVENUE KLEBER – 75116 PARIS

pour délibérer de l'ordre du jour suivant :

1. Approbation du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 juin 2023.
2. Rapport de transparence 2023 (Rapport d'activité, Bilans des Commissions d'aide à la création Cinéma et Télévision & Comptes au 31 décembre 2023).
3. Rapports du Commissaire aux Comptes.
4. Approbation des comptes au 31 décembre 2023.
5. Rapport annuel de la Commission de Contrôle des OGC.
6. Rapport du Conseil de Surveillance.
7. Admissions - Radiations de membres.
8. Renouvellement du Président et des autres membres de la Commission Exécutive pour la période 2024-2027.
9. Renouvellement des membres du Conseil de Surveillance pour la période 2024-2027.
10. Vote des résolutions soumises à l'AG.

Pour toute question, contacter Debora Abramowicz (debora_abramowicz@angoa.fr)

PROCIREP

Société des Producteurs de Cinéma et de Télévision
11bis, rue Jean Goujon – 75008 Paris
Société civile
Capital variable au 31/12/2023 : 13 290 €
RCS Paris D 300 575 305

L'Assemblée Générale Ordinaire de la PROCIREP se réunira le :

LE LUNDI 24 JUIN 2024 A 16 H 00 A L'HOTEL RAPHAEL – 17 AVENUE KLEBER – 75116 PARIS

pour délibérer de l'ordre du jour suivant :

1. Approbation du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 juin 2023.
2. Rapport de transparence 2023 (Rapport d'activité, Bilans des Commissions d'aide à la création Cinéma et Télévision & Comptes au 31 décembre 2023).
3. Rapports du Commissaire aux Comptes.
4. Approbation des comptes au 31 décembre 2023.
5. Rapport annuel de la Commission de Contrôle des OGC.
6. Rapport du Conseil de Surveillance.
7. Admissions - Radiations de membres.
8. Renouvellement du Président et des autres membres de la Commission Exécutive pour la période 2024-2027.
9. Renouvellement des membres du Conseil de Surveillance pour la période 2024-2027.
10. Vote des résolutions soumises à l'AG.

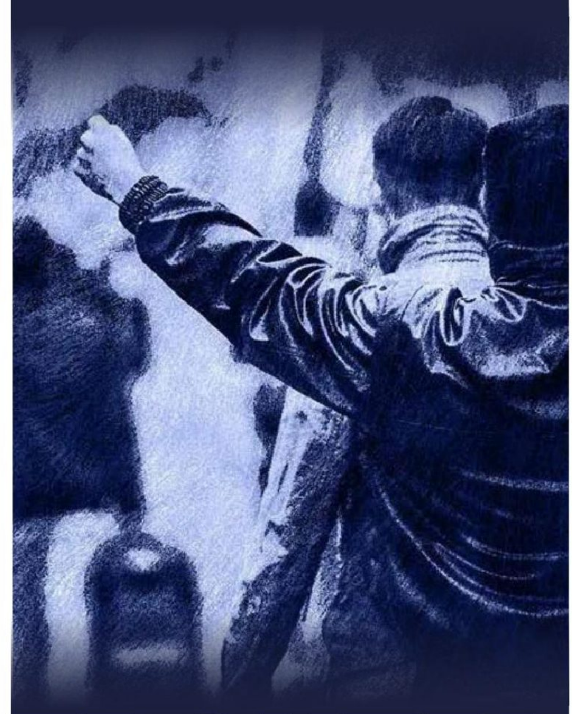
Pour toute question, contacter Debora Abramowicz (debora_abramowicz@procirep.fr)

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr
01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

MUSIQUE







À LA TÉLÉ CE SOIR

TF1
21h10. Le remplaçant. Série. Le choix de Camille. Liaisons dangereuses. **23h00. New York, unité spéciale.** Série. Besoin d'ailes. La maison de poupées. La loi du silence. Service d'étage.

FRANCE 2
21h10. Les gouttes de Dieu. Série. Fondation. Avec Fleur Geffrier, Tomohisa Yamashita. **22h05. Les gouttes de Dieu.** Série. Le lien. Transmission.

FRANCE 3
20h50. Le jour le plus long. Film de guerre. Avec John Wayne, Eddie Albert. **23h40. Modules de campagne - Élections Européennes 2024. 00h10. Outremer.ledoc.** Documentaire.

CANAL+
21h10. Mary & George. Série. Épisode 1. Avec Julianne Moore, Nicholas Galitzine. **21h55. Mary & George.** Série. Épisodes 2 & 3.

ARTE
20h55. Classe tous risques. Drame. Avec Lino Ventura, Sandra Milo. **22h50. Kafka, cet inconnu illustre.**

M6
21h10. Mariés au premier regard. Divertissement. Saison 8 : Émission 12 (1 & 2/2). **23h20. Mariés au premier regard.**

FRANCE 4
21h10. Liniker en concert. Concert. Festival Jazz à Vienne. **22h25. Flavia Coelho.** Concert. Les estivales de Culturebox 2023.

FRANCE 5
21h05. Sale temps pour la planète. Documentaire. Aude, l'eau dans tous ses états. Somme, un littoral en mouvement. **22h50. C ce soir.**

PARIS PREMIÈRE
21h00. Les Grosses Têtes. Divertissement. Présenté par Laurent Ruquier. **22h50. Les Grosses Têtes.**

TMC
21h25. Valérian et la cité des mille planètes. Science-fiction. Avec Dane DeHaan, Cara Delevingne. **23h50. Lucy.**

W9
21h10. Divergente 3 : au-delà du mur. Science-fiction. Avec Shailene Woodley, Theo James. **23h20. Divergente 2 : l'insurrection.** Film.

NRJ12
21h10. Fan des années 80'. Divertissement. 2 épisodes. **22h55. Fan des années 2000.**

C8
21h20. Commissaire Magellan. Série. Rêve brisé. Avec Jacques Spiesser. **23h10. Commissaire Magellan.** Série.

TFX
21h05. Appels d'urgence. Magazine. Samu de Toulouse : Les urgentistes au féminin en 1re ligne. **22h10. Appels d'urgence.** Magazine.

CSTAR
21h10. Guillaume Bats : hors cadre. Spectacle. **23h05. Les duos impossibles de Jérémy Ferrari.** Spectacle.

TF1 SÉRIES FILMS
21h00. Il faut sauver le soldat Ryan. Film de guerre. Avec Tom Hanks, Tom Sizemore. **00h00. Délivrance.**

6TER
21h10. Kaamelott. Série. Avec Alexandre Astier, Franck Pitiot. **22h40. Kaamelott.**

CHÉRIE 25
21h05. Crimes. Magazine. Crimes dans le Sud-Ouest - 3 reportages. **22h40. Crimes.**

RMC STORY
21h10. Le masque de fer : le secret enfin révélé. Documentaire. **22h15. Le secret des Templiers.** Documentaire. **23h55. Les Templiers : la démesure des bâtisseurs.**

LCP
20h35. Débatdoc. Documentaire. Les derniers tirailleurs Sénégalais. **22h00. Sens Public.** Magazine. Présenté par Thomas Hugues.

LUNDI 3

L'anticyclone se renforce et le temps redevient sec sur la majeure partie du pays. Le soleil alterne avec des nuages sur de nombreuses régions. Les températures gagnent 1 à 2 degrés par rapport au week-end
EN SOIRÉE Nuit globalement calme mais brumeuse.

MARDI 4

Le temps reste calme et sec avec un soleil généreux dans l'Ouest et le Sud et un ciel plus nuageux du Nord-Est au Centre-Est. Les températures se rapprochent des normales de saison.
EN SOIRÉE Nuit calme et douce.

-10/0° | 1/5° | 6/10° | 11/15° | 16/20° | 21/25° | 26/30° | 31/35° | 36/40°

Soleil | Éclaircies | Nuageux | Pluie | Couvert | Orage | Pluie/neige | Neige

Agitée | Peu agitée | Calme | Fort | Modéré | Faible

www.lachainemeteo.com vos prévisions gratuites à 15 jours

04 91 27 01 16

FRANCE	MIN	MAX
Lille	10	18
Caen	10	19
Brest	12	21
Nantes	11	21
Paris	10	19
Strasbourg	14	19
Dijon	13	19

FRANCE	MIN	MAX
Lyon	15	21
Bordeaux	13	21
Toulouse	12	21
Montpellier	15	26
Marseille	15	27
Nice	15	22
Ajaccio	14	22

MONDE	MIN	MAX
Alger	16	22
Berlin	12	19
Bruxelles	10	18
Jérusalem	26	36
Londres	13	20
Madrid	15	29
New York	16	26

Libération
www.liberation.fr
113, avenue de Choisy, 75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Edité par la SARL Libération
SARL au capital de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy, 75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Alfon, Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction
Stéphanie Aubert, Lauren Provost, Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Becquembois (spéciaux), Frédéric Béziaud (prépresse), Laure Bretton (JO), Gilles Dhers (pilotes web), Christian Losson (enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France), Anne-Laure Barret (environnement), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas (L), Sonia Delesalle-Stolper (monde), Fabrice Drouzy (suppléments), Yoann Duval (forums), Matthieu Ecoiffier (idées), Quentin Girard (modes de vie), Cédric Mathiot (checknews), Camélia Paugam (actu), Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.liberation.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an France métropolitaine: 384€
tél.: 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy, 75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES & CARNET
10, bd de Grenelle 75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues), POP (La Courneuve), Nancy Print (Jarville), CILA (Héric)
Imprimé en France





Membre de l'ACPM.
CPPAP: 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.
Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées : 100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen N° FI/37/01

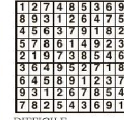
Indicateur d'eutrophisation : PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5301 MOYEN

		7	1			9		3
	1	2	9	3				
		3	2	4		7	8	1
						8	4	7
	8	5				2	6	
7	6	9				1		
9	3	6		1	2	5		
				8	3	6		2
					5	3		

SUDOKU 5301 DIFFICILE

		4		6		9		
			2		4	5		
2		8				4		6
	5		4		2	1	6	
4								5
	1		9		3		2	
6		3				7		1
			1		5			
1		5		7		2		



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

3	4	1	5	2	6	7	8	9
2	5	6	8	7	9	1	3	4
7	8	9	1	3	4	5	2	6
9	1	4	2	5	3	8	6	7
5	2	3	6	8	7	4	9	1
6	7	8	9	4	1	3	5	2
1	9	5	4	6	8	2	7	3
8	6	7	3	1	2	9	4	5
4	3	2	7	9	5	6	1	8

1	2	7	4	8	5	3	6	9
8	9	3	1	2	6	4	7	5
4	5	6	3	7	9	1	8	2
5	7	8	6	1	4	9	2	3
2	1	9	7	3	8	5	4	6
3	6	4	9	5	2	7	1	8
6	4	5	8	9	1	2	3	7
9	3	1	2	6	7	8	5	4
7	8	2	5	4	3	6	9	1

DIFFICILE





La ministre de la Santé, Catherine Vautrin, à l'Assemblée nationale, le 24 mai. QUENTIN DE GROEVE . HANS LUCAS

Aide à mourir: une rupture démocratique et éthique ?

Le texte en cours d'examen à l'Assemblée nationale expose les plus vulnérables à des risques d'injustice, d'abus d'influence ou d'abandon, contraires aux droits fondamentaux que tout Etat démocratique doit garantir.

La loi légalisant une mort provoquée en France a commencé il y a quelques jours son parcours parlementaire, qui se poursuit cette semaine. Que l'on soit favorable ou défavorable à cette évolution, il nous faut poser un constat clair: au-delà de la transgression de l'interdit de donner la mort qui est en soi un sujet essentiel, le projet de loi ouvre la porte, dès sa première lecture en commission spéciale à l'Assemblée nationale, à des interprétations et à des extensions extrêmes. Il démontre publiquement ses conséquences invraisemblables, jusqu'à présent dissimulées par les euphémismes langagiers, l'inanité des procédures d'encadrement proposées et les promesses d'une retenue qui n'est d'ores et déjà pas tenable. Cette rupture anthropologique abolit tout cadre éthique, tout principe préservant nos valeurs fondamentales.

ÊTRE ENTENDU

Plus encore semblent d'emblée contestées et insoutenables les résolutions du président de la République pour permettre de nouvelles approches de l'engagement de la société et donc de chacun d'entre nous, auprès de la personne malade en fin de vie, soucieuses du respect de sa dignité, de son intégrité, de ses droits et du bien commun. Le constat est peu contestable. Nos valeurs communes, le bien public, vivre ensemble, ce qui fait société, fraternité, mais aussi la confiance dans l'accompagnement jusqu'au bout des personnes devenues les plus vulnérables, sont autant de repères gravement menacés par la nouvelle rédaction du projet de loi. Au moment où ce qu'expriment profondément nos concitoyens est un besoin urgent, vital, d'être entendus dans ce qu'ils vivent au quotidien, lorsqu'ils sont confrontés, pour eux-mêmes ou pour ceux qui comptent pour eux, à la fin de la vie, les réponses ne peuvent être réduites à une ouverture accélérée de procédures sans retour ni recours, dès lors qu'un nombre croissant de soins primaires ne sont plus accessibles. Notre exigence commune est d'en avoir pleinement conscience pour prévenir toute forme de rupture d'un lien social fragilisé. Ce projet de loi propose des pratiques de l'aide active au suicide assisté et à l'euthanasie, sans les nommer. En l'état actuel du texte, la France sera considérée comme l'exception (et non comme le modèle) validant une loi permissive qui bouleversera profondément le sens des pratiques médicales, les relations entre la personne malade ou en situation de dépendance et celui qui la soigne ou l'accompagne, mais également ses proches.

UNE LOI PERMISSIVE

Les députés de la commission spéciale ont adopté des amendements qui accentuent les vulnérabilités de la personne âgée ou malade, atteinte de handicap, de polypathologies ou en situation de dépendance, qui, sans être en fin de vie ou que des critères sérieux soient posés sur son état de santé, pourrait solliciter un soignant ou même un proche pour la faire mourir. Aucun dispositif rigoureux et fiable (pire un flou procédural se met en place avec les amendements) n'est envisagé pour accueillir, comprendre et évaluer les motivations de la demande de mort, pour tenir compte des facteurs sociaux, financiers, psychologiques ou médicaux qui peuvent la déterminer et pour prendre en compte les temporalités de la démarche de la personne malade. Un médecin sera seul à décider, dans des délais extrêmement rapides, et toute attention manifestée à la personne pour l'inciter à surseoir ou à renoncer à une aide médicale à mourir est menacée d'une poursuite judiciaire pour délit d'entrave. L'acte létal est susceptible d'intervenir indifféremment en tout lieu, y compris dans des établissements contraints à le rendre possible même si les soignants s'y opposent. La clause de conscience individuelle est refusée aux pharmaciens et aucune clause de conscience collective d'établissement n'est prévue. A contrario, rien n'est fait pour prendre en compte un délit d'incitation.

Les soins palliatifs ont pour vocation d'accompagner la personne dans sa vie jusqu'à sa mort, de faire disparaître la souffrance, pas le souffrant. Les soins d'accompagnement promus par le texte ne sont pas assimilables ou complémentaires de l'aide active à mourir, évoquée comme une

Par
UN COLLECTIF

Premiers signataires : **François Braun** Ex-ministre **Claude Evin** Ex-ministre **Elisabeth Hubert** Ex-ministre **Jean Leonetti** Ex-ministre **Jean-Marc Sauvé** Fonctionnaire honoraire **Didier Sicard** Professeur émérite, Paris Cité **Bernard Charpentier** Professeur émérite de néphrologie à Paris-Saclay, **Anne Caron-Déglise** Magistrate, Cour de cassation **Emmanuel Hirsch** Professeur émérite d'éthique médicale à Paris-Saclay **Sadek Beloucif** Chef de service d'anesthésie-réanimation, hôpital Avicenne, AP-HP **Alain Grimfeld** Professeur honoraire à Sorbonne Université **Roland Gori** Professeur honoraire de psychopathologie des universités, psychanalyste, essayiste **Marie de Hennezel** Psychologue, écrivaine…
Liste complète sur *Libération.fr*

alternative ou un aboutissement de l'accompagnement dans le projet de loi. Elle est d'une autre nature, que ce texte s'obstine à ne pas reconnaître. Cette confusion fragilise la démarche palliative et brouille dans un contexte de crise de notre système de santé le sens des valeurs soignantes, en dépit d'annonces gouvernementales d'un soutien financier au cours des dix prochaines années. C'est dire que le projet de loi, rédigé en dissimulant la réalité des finalités d'un acte létal intentionnel et en confondant soins de la mort avec soins de la vie, contredit aussi l'élaboration exemplaire de nos lois de 2005 et de 2016, considérées au plan international comme un «modèle français» et faisant consensus. Le suicide assisté comme l'euthanasie ne relèvent pas de la définition et de l'acception d'un acte de soin.
Les circonstances nous imposent un devoir de vigilance et de clarification du débat public portant sur l'aide à mourir. Comme citoyens, soucieux d'assumer notre part de responsabilité et de nous opposer utilement et sans concessions aux dérives provoquées par la rédaction actuelle du projet de loi, nous avons constitué le Collectif démocratie, éthique et solidarités.
Nous constatons qu'en l'état actuel, l'aide à mourir conçue par ce texte expose les plus vulnérables d'entre nous à des risques réels d'injustices, de violences, de maltraitances, d'abus d'influence ou encore d'abandon, contraires aux droits fondamentaux que tout Etat démocratique doit garantir.
Elle ouvre la voie à des pressions psychologiques et économiques qu'elle n'encadre pas, les seules dérives passibles de poursuites judiciaires concernant les médecins qui refuseraient le geste létal pour des motifs éthiques et déontologiques. Elle a également pour effet de remettre en cause les valeurs et le sens du soin, de la relation à l'autre, de nos solidarités humaines et sociales, indispensables pour faire face aux défis existentiels les plus délicats, auxquels nous confrontent l'approche de la mort et les souffrances qui l'accompagnent.

Européennes : il n'y a pas de petites listes, il n'y a qu'un déni de démocratie

Campagne atone, abstention annoncée élevée… Et si on permettait aux petits partis d'être mieux représentés pour insuffler des idées nouvelles ? Sept têtes de listes invitent à s'inspirer de pays voisins pour déverrouiller les règles électorales.

Saviez-vous qu'en Allemagne, on peut être élu député européen avec 0,65 % seulement des voix, alors qu'il en faut huit fois plus en France ? Saviez-vous que, en France, c'est aux listes candidates de financer l'impression des dizaines de millions de bulletins pour être présents dans les bureaux de vote alors que, chez la majorité de nos voisins, c'est l'Etat qui prend en charge ces dépenses ?
Si l'on combine ces deux questions avec les temps de parole ridiculement faibles donnés aux nouveaux mouvements politiques, la France est sans doute la démocratie la plus verrouillée d'Europe occidentale. Ce verrouillage serait peut-être acceptable si les vieux partis remplissaient correctement leurs fonctions. Hélas, ce n'est absolument pas le cas : nous avons tous conscience que notre pays s'enfonce dans une crise sociale, une crise climatique et une crise démocratique gravissimes…

Passivité de l'Arcom. Alors que les élections européennes du 9 juin sont une opportunité rare de soumettre aux citoyennes et citoyens des idées et des personnalités nouvelles, tout est fait pour empêcher un renouvellement réclamé par tant de Françaises et de Français. Résultat : l'abstention bat des records à chaque élection (on annonce 70 % d'abstention chez les moins de 34 ans) et l'extrême droite, présentée comme la seule alternative aux partis qui se sont succédé au pouvoir depuis trente ans, est aux portes du pouvoir.
Dans ces élections, la passivité de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) est inédite. Les «petites listes» sont complètement invisibilisées au profit des huit «grandes» têtes de listes. Comment peut-on encore réellement parler d'équité ?
Dans le dernier décompte officiel des temps de parole, les listes de Renaissance et du RN cumulent à elles seules plus de quatre jours de temps d'antenne en continu en six semaines, tandis que toutes nos listes ensemble n'ont eu que six heures d'antenne (la somme de ces minutes glanées par-ci par-là, obtenues grâce à des efforts colossaux). Un manque de renouvellement que regrettent beaucoup de citoyens et de journalistes, qui jugent cette campagne «atone».
Depuis des années, l'Arcom semble avoir renoncé à son rôle de régulation. Elle se contente d'enregistrer les temps de parole des candidats et publie, après les élections, des communiqués dans lesquels elle déplore la situation, sans jamais utiliser les outils de régulation que lui donne la loi.
Sans renouvellement des acteurs de la vie politique, il n'y aura pas de renouvellement des idées. Pourtant, en France, la législation impose aux listes de dépasser le seuil des 5 % de votes exprimés pour obtenir un siège au Parlement européen. Ce seuil, particulièrement élevé par rapport à nos voisins européens, conduit à maintenir hors du Parlement les nouveaux partis, les listes citoyennes et les partis non traditionnels, qui sont ainsi incapables d'enrichir le débat politique au sein des institutions.
D'autres règles électorales bien plus démocratiques existent en Europe. En Allemagne, la Cour constitutionnelle a refusé le seuil de 3 % que le gouvernement voulait imposer pour avoir des élus, estimant que ce seuil était anticonstitutionnel. Patrick Breyer (Parti pirate) a été élu eurodéputé en 2019 avec 0,65 % des voix seulement…
Nous proposons la suppression du seuil de 5 % lors des élections européennes : que de nouveaux venus puissent assez facilement prendre «leur» place devrait inciter les vieux partis à être un peu plus ouverts aux idées et aux personnalités nouvelles.
S'inspirer de nos voisins européens, c'est également ce que nous proposons pour en finir avec l'inégalité de financement de la campagne électorale. Aujourd'hui, en France, chaque liste doit débourser plus de deux millions d'euros si elle veut que tous les électeurs reçoivent à leur domicile sa profession de foi et puissent trouver ses bulletins dans tous les bureaux de vote.

Dépenses inutiles. Cette somme colossale n'est pas un problème pour les grands partis qui disposent de financements publics… et sont certains d'être remboursés (en dépassant les 3 %), mais la chose est beaucoup plus compliquée pour les listes non traditionnelles, qui doivent faire appel aux dons des citoyennes et citoyens. Trouver de telles sommes est impossible pour les nouveaux mouvements. Au Portugal, en Espagne, en Belgique, les autorités mettent à disposition des électeurs une feuille unique avec les noms de toutes les listes. Les candidats n'ont rien à imprimer et les électeurs n'ont qu'à cocher le nom de la liste qu'ils préfèrent. Si elle était acceptée en France, cette règle éviterait des dépenses inutiles et éviterait aussi d'imprimer plus d'un milliard de bulletins, dont l'essentiel partira à la poubelle le jour même du scrutin.
A nos yeux, il n'y a pas de «petites listes», il n'y a qu'un grand déni de démocratie. En matière économique et sociale, on nous propose souvent de nous inspirer de ce qui se fait de mieux chez nos voisins. Pourquoi ne pas le faire aussi pour offrir à notre pays un sursaut démocratique ? Pour garantir à tous les citoyennes et citoyens que la diversité des voix et des idées soit respectée, il est urgent de changer les règles du jeu.

Par
SEPT TÊTES DE LISTES AUX EUROPÉENNES
Marine Cholley Equinoxe
Sven Franck Volt
Guillaume Lacroix Parti radical de gauche (PRG)
Pierre Larrouturou Nouvelle Donne (ND)
Nina Morel Allons enfants
Hélène Thouy Parti animaliste (PA)et
Caroline Zorn Parti pirate (PP).





MÉDIATIQUES

Par
DANIEL SCHNEIDERMANN

Les trois minutes du député Meyer Habib

L'arrogance et l'impunité s'invitent à la tête de nombreux Etats démocratiques, mais aussi dans les rangs des parlements. Personnage récurrent des vidéos virales sur les réseaux sociaux, le député des Français de l'étranger en est un bon exemple.

Ce qui est pratique, pour tenter de comprendre les phénomènes Trump, et Nétanyahou, et Itamar Ben Gvir, et Bezalel Smotrich, de les métaboliser, de comprendre physiquement comment sont rendus possibles cet enfermement mental, cette folie collective, par lesquels des démocraties se dotent de dirigeants qui les conduisent à leur perte, c'est que nous avons le même à la maison. En modèle réduit, bien entendu. Il s'appelle Meyer Habib, se présente ceint de l'écharpe tricolore de député des Français de l'étranger (zones de Chypre, de Grèce, d'Israël et des Territoires palestiniens, de l'Italie, de Malte, de Saint-Marin, du Saint-Siège et de la Turquie) mais, sous cette écharpe, intervient essentiellement comme représentant des intérêts permanents de l'Etat d'Israël en général, et de ceux de Benyamin Nétanyahou en particulier.

> Son système de défense est le même que celui de Nétanyahou: quiconque le contredit est taxé d'antisémitisme. David Guiraud est antisémite comme, pour les dirigeants israéliens, l'ONU est antisémite...

Le député Habib est un personnage récurrent des vidéos virales sur les réseaux sociaux. Dans l'une des plus partagées, en mars, il tente de s'approcher du garde des Sceaux, Eric Dupond-Moretti, pour lui remettre les photocopies des insultes et des menaces reçues par lui, dont il vient de donner lecture à l'Assemblée nationale. Des huissiers doivent l'éloigner.

«A QUI TU PARLES?»

Dans la vidéo la plus récente, il tente d'interrompre, dans les couloirs, une interview du député La France insoumise David Guiraud, lors d'une suspension de séance après que son collègue Sébastien Delogu a brandi un drapeau palestinien dans l'hémicycle. S'adressant aux journalistes qui interrogent Guiraud: *«Comment, vous leur donnez la parole?»* Guiraud: *«Qu'est-ce que tu fais là, toi? Va t'en!»* Habib: *«A qui tu parles?»* Guiraud: *«A toi, je te parle.»* Habib: *«On n'a pas gardé les cochons ensemble. – C'est toi le cochon, dans la boue du génocide. Je suis en pleine interview…»* Habib, passant au vouvoiement: *«Me touchez pas!»* Guiraud: *«Vous êtes un porc.»* Aux caméras: *«Ce monsieur est un porc, il défend le génocide depuis le début, c'est un porc.»* Considérant que *«porc est la plus vieille insulte antisémite du monde»*, Habib, dûment invité à commenter l'incident sur la chaîne BFM TV, a ensuite annoncé porter plainte contre cette *«crapule antisémite»*.

Le système de défense de Habib est le même que celui de Nétanyahou: quiconque le conteste ou le contredit est taxé d'antisémitisme. David Guiraud est antisémite comme, pour les dirigeants israéliens, l'ONU est antisémite, ainsi que le procureur de la CPI qui vient de requérir des mandats d'arrêt contre Benyamin Nétanyahou et l'un de ses ministres. Et Amnesty, et les humanitaires, et l'Espagne, et l'Irlande, et la Norvège, qui viennent de reconnaître l'Etat de Palestine. Même le pape, à n'en pas douter, est antisémite, qui a appelé au cessez-le-feu.

«ON SE PASSERA DE VOUS»

Il est une autre vidéo de Habib, moins connue, apparemment moins violente, mais plus éloquente, qui a resurgi sur X à l'occasion de l'incident Guiraud. C'est une séance de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, en février dernier, présidée par le centriste Jean-Louis Bourlanges. Alors que le règlement prévoit des temps de parole de deux minutes trente par député, Habib réclame trois minutes. Meyer Habib, se levant furieux alors que Jean-Louis Bourlanges l'interrompt après son temps réglementaire: *«Tout le monde a eu trois minutes!»* Bourlanges: *«Non.»* Puis, élevant la voix alors que Habib rassemble déjà ses affaires en continuant à ergoter: *«Arrêtez! Respectez l'autorité de la présidence. Et sortez si vous n'êtes pas content. On se passera de vous.»* Sortie furieuse du chahuteur.

Meyer Habib, Benyamin Nétanyahou, Donald Trump: trois visages de l'arrogance et de l'impunité. Trois impunités aux racines différentes, bien entendu. L'impunité israélienne ne peut se comprendre sans se souvenir d'Auschwitz. Mais quelles leçons en tirer? *«Du génocide des Juifs, on peut tirer deux leçons différentes,* disait en substance l'historien israélien Tom Segev. *L'une est que ce que nous avons subi est si terrible, que tout nous est permis. L'autre, c'est que ça ne doit recommencer pour personne.»* Nétanyahou a choisi.

Jean-Louis Bourlanges face à Meyer Habib, métaphoriquement, c'est le procureur de la CPI face à Benyamin Nétanyahou, ou le jury populaire new-yorkais face au milliardaire Donald Trump. Même si ni l'ONU, ni la CPI, ni la CIJ, ni personne n'ont les moyens de lancer à Benyamin Nétanayahu «sortez! on se passera de vous!» on se prend à rêver à la manière dont l'histoire aurait pu tourner si, dès les premières trente secondes, dès les toutes premières occupations illégales d'Israël en 1967, une calme autorité incontestée, au nom de la tolérance zéro, avait élevé la voix: «Respectez le droit international». Et on ne peut s'empêcher de se dire que ce pourrait être parfois simple, la fermeté…

SIGNÉ COCO





En 2023, un parc éolien en Grande-Bretagne. KEVIN COOMBS. REUTERS

Quiz

Testez vos connaissances sur la neutralité carbone

1 On remplace la chaudière à fuel d'une maison par une pompe à chaleur alimentée par de l'électricité bas carbone. De combien diminuent les émissions de CO_2 ?
A. 20 %
B. 50 %
C. Divisées par 4
D. Divisées par 16

2 De combien a chuté le prix des panneaux photovoltaïques depuis 2010 ?
A. 30 %
B. 50 %
C. Divisé par 4
D. Divisé par 9

3 Dans les pays européens, les personnes ayant les revenus les 10 % les plus élevés consomment plus d'énergie que les 10 % ayant les revenus les plus faibles. Oui, mais de combien ?
A. 50 % de plus
B. 2 fois plus
C. 3 fois plus
D. 6 fois plus

4 Pour faire voler tous les avions au départ de l'aéroport Charles-de-Gaulle, combien de centrales nucléaires produisant de l'hydrogène par électrolyse de l'eau faudrait-il ?
A. Une demi
B. Une
C. 4
D. 16

5 Si on remplace une centrale à charbon par des éoliennes, de combien sont diminuées les émissions de CO_2 liées à la production d'électricité ?
A. 50 %
B. 8
C. 25
D. 75

6 Au-delà de la diminution des émissions, quel est le principal autre avantage lié à la réduction accélérée des énergies fossiles ?
A. Diminution des maladies cardiovasculaires et pulmonaires grâce à une meilleure qualité de l'air
B. Réduction des maladies infectieuses vectorisées via les particules fines
C. Diminution du saturnisme grâce à la diminution du plomb dans l'essence

Réponses : 1.D. ; 2.D. ; 3.C. ; 4.D. ; 5.D. ; 6.A.

Européennes, le point sur le consensus scientifique (5/5)

Réussir le pari de la neutralité carbone en 2050

Jusqu'au 9 juin, un collectif de chercheurs et d'experts, fait le point sur cinq thématiques environnementales afin de faciliter une analyse éclairée des programmes des partis aux élections européennes. Cette semaine, la consommation énergétique de l'UE.

Par
LES SCIENTIFIQUES EN RÉBELLION

Depuis la révolution industrielle, l'immense majorité de l'énergie qui alimente nos sociétés provient du charbon, du pétrole et du gaz, qui contribuent directement au réchauffement climatique. L'UE n'y échappe pas : sa consommation énergétique – principalement due aux transports, à la production d'électricité, et au résidentiel – représente 77 % de ses émissions de gaz à effet de serre. L'UE s'est fixée des objectifs ambitieux pour respecter l'accord de Paris : réduire ses émissions de 55 % en 2030 par rapport à celles de 1990 et atteindre la neutralité carbone en 2050. Réussir ce pari nécessite de changer les méthodes de production d'énergie et d'améliorer l'efficacité énergétique, mais surtout de diminuer la consommation. C'est au niveau de l'UE que des directives visant à soutenir certaines énergies sont discutées, donnant lieu à des débats importants, comme l'inclusion ou non du nucléaire et du gaz dans ces dernières.

En Europe, 70 % de l'énergie finale consommée provient des énergies fossiles, et seulement 12 % du nucléaire, avec une marge limitée d'augmentation de cette dernière, pour des raisons de coût, de temps de déploiement et de ressources. Tous les scénarios de transition énergétique, au niveau européen comme français, s'accordent sur le fait que la décarbonation de notre production énergétique ne peut se faire sans un déploiement important des énergies renouvelables, qui doivent remplacer les énergies fossiles et ne pas s'y ajouter.

Toutes les méthodes de production d'énergie ont des impacts environnementaux, souvent de nature différente. Aucune n'est vraiment «propre», mais il en existe qui émettent beaucoup moins de gaz à effet de serre que d'autres. L'industrie pétro-gazière s'évertue à présenter le gaz naturel comme une énergie de transition, mais ça n'est pas le cas : ses émissions restent comparables à celles du charbon en raison des fuites de méthane, un puissant gaz à effet de serre.

La sobriété énergétique est présente dans tous les scénarios de transition vers la neutralité carbone en 2050. La raison en est simple : la lutte contre le réchauffement climatique est une course contre la montre, et le rythme de déploiement des infrastructures de production d'énergie bas-carbone limité : réduire la consommation d'énergie est essentiel pour décarboner notre mix énergétique avant 2050.

La consommation d'énergie est inégalement distribuée. Les classes aisées ont des logements plus spacieux et plus chauffés, voyagent plus avec des véhicules plus énergivores (avions, SUV) et consomment plus de biens matériels. De l'autre côté de l'échiquier social, en revanche, la précarité énergétique augmente. Si l'on est attaché à un minimum de justice sociale dans la transition, la sobriété devrait viser en priorité les usages superflus.

LES QUESTIONS À SE POSER AVANT DE VOTER

Dans quelle mesure les programmes des candidats : 1) Reconnaissent la nécessité de respecter l'accord de Paris. 2) Reconnaissent que cela nécessite sobriété énergétique et changements de mode de vie. 3) Ont des propositions concrètes pour sortir des énergies fossiles : fin des subventions aux énergies fossiles, taxe carbone, etc. 4) Proposent des mesures concrètes visant à la sobriété énergétique : accélération de la rénovation thermique immobilière, plafonnement du trafic aérien, etc. 5) Ne misent pas sur des trajectoires énergétiques irréalistes : tout nucléaire, pari sur l'hydrogène, etc.



«La Réunification des deux Corées» Joël Pommerat du même à l'autre

Créée il y a une douzaine d'années, la pièce qui porte sur la puissance de l'amour et son absence revient au Théâtre de la Porte Saint-Martin avec les mêmes acteurs qu'à l'origine. Mais plus poignante encore.

Par
ANNE DIATKINE

On les avait quittés il y a une douzaine d'années, et les voici qui reviennent comme dans un songe. Ce sont les mêmes, les mêmes acteurs dans les mêmes rôles, les mêmes mots, les mêmes obsessions, mais lestés du poids des années, comme cette femme qui, inlassablement – qu'elle ait 30, 50, 60 ans – éprouve le besoin de faire croire et de se persuader qu'elle est mère et convoque une nouvelle baby-sitter afin qu'elle garde son enfant fictif. Lors de sa création à l'Odéon-Berthier, *la Réunification des deux Corées* écrit et mis en scène par Joël Pommerat était un triomphe, le genre de spectacle où il est impossible de dénicher une place, ce qui n'est pas si fréquent au théâtre. Et c'était un triomphe paradoxal porté entièrement par des situations familières et étranges d'échecs. Les acteurs – Saadia Bentaïeb, Agnès Berthon, Yannick Choirat, Philippe Frécon, Ruth Olaizola, Marie Piemontese, Anne Rotger, David Sighicelli, Maxime Tshibangu –, fabuleux de subtilité, tous partie intégrante de l'aventure de Joël Pommerat depuis ses débuts, avaient l'âge des situations qu'ils jouaient. On recevait de plein fouet cette traversée cruelle et épurée des émotions les plus partagées.

INTENSE MÉLANCOLIE

Est-ce seulement possible? Une douzaine d'années plus tard, la pièce, constituée d'une succession de scènes qui portent sur le délitement des liens amoureux, la crainte de l'abandon, l'aridité d'une vie sans amour, est devenue encore plus poignante. L'oripeau des années écoulées teinte le noyau même de l'œuvre d'une intense mélancolie, un peu à la manière des nouvelles de l'écrivain américain Raymond Carver. L'excellente idée de Joël Pommerat est d'avoir conservé au fil du temps exactement la même distribution qu'à la création de la pièce. Si bien que tout se passe comme si, en notre absence, les personnages avaient continué à buter sur les mêmes incongruités, souffrances, déchirements, absurdités sur une même scène intérieure. De manière légèrement fantomatique, ils portent des costumes impossibles à dater, qui correspondent, imagine-t-on, à leur jeunesse perdue. La pièce n'a pas vieilli, mais elle s'est comme creusée, élimée au fil du temps.
Comme toujours chez Pommerat, la scène est vide, sans décor, et le trouble surgit du noir profond et total du théâtre, d'un bruit de talon dans l'obscurité ou d'un rond de lumière soudain, petite lampe de poche qui éclaire les ténèbres. On croit voir des escaliers, l'arrière-fond d'un mariage qui n'aura pas lieu, un terrain vague où une prostituée s'échine à ce qu'un potentiel client lui dise qu'elle est avant tout désirée. Ou encore un appartement bourgeois. On les hallucine. Le sculptage du son et de la lumière propulse l'imagination de manière bien plus puissante que tout décor réel. Lors de la création aux ateliers Berthier, la pièce se jouait en bifrontal, les spectateurs dans des gradins face à face enserraient les personnages, qu'on suivait de profil.

SALLE COMBLE

Aujourd'hui, dans la grande scène du Théâtre de la Porte Saint-Martin, ils sont face à nous, mais aussi parmi nous, dans la travée centrale. C'est une nouvelle mise en scène conçue pour l'espace de ce lieu avec une jauge de 700 places, alors que le dispositif d'origine ne pouvait accueillir que 200 spectateurs environ. De *Contes et Légendes* à *la Réunification des deux Corées*, le théâtre privé de la porte Saint-Martin propose donc depuis janvier et jusqu'à la mi-juillet sept mois entièrement dévolus à Joël Pommerat, metteur en scène exigeant. Ce même théâtre a ouvert sa saison avec une création, *Un chapeau de paille d'Italie*, montée par Alain Françon, lui aussi plutôt habitué aux scènes subventionnées publiques, et qui, lui non plus, ne transige pas sur l'exigence artistique. Dans les deux cas, les spectacles jouent salle comble et longtemps. Un choix et des exceptions notables si l'on songe à la durée de vie de plus en plus éphémère de la plupart des créations. ◆

LA RÉUNIFICATION DES DEUX CORÉES
de et mis en scène par JOËL POMMERAT au Théâtre de la Porte Saint-Martin (75 010), jusqu'au 24 juillet.

CULTURE/





La Réunification des deux Corées a été créée au théâtre public de l'Odéon-Berthier, puis reprise au Théâtre de la Porte Saint-Martin.
PHOTOS AGATHE POMMERAT

Public-privé : le théâtre fait la noce

Le Théâtre de la Porte Saint-Martin reprend avec succès des pièces créées dans les établissements publics et rejouées de nombreuses fois. Une alliance saluée par beaucoup, mais qui pose d'épineuses questions.

Est-ce un exemple unique ? Pourrait-il faire des émules ? Serait-ce souhaitable ? Depuis quelques années, le Théâtre de la Porte Saint-Martin – sur les Grands Boulevards parisiens, établissement privé s'il en est – s'impose comme lieu d'accueil privilégié pour certains spectacles du théâtre public, ceux dont on suppose qu'ils peuvent accroître leur audience. Mieux encore : sous l'égide du directeur du lieu, Jean Robert-Charrier, non seulement ces pièces reprises se jouent longtemps – jamais moins de 60 représentations – mais le théâtre produit aussi des créations proposées par des noms qui scintillent d'ordinaire dans les programmes des scènes subventionnées. Ainsi, *Un chapeau de paille d'Italie* de Labiche, mis en scène par Alain Françon avec, entre autres, Vincent Dedienne et 23 comédiens au plateau, a ouvert la saison 2023-2024 en jouant près de 84 fois dans une salle de 1000 places ! La compagnie de Françon a fait un apport de 200 000 euros sur l'ensemble de la production, qui s'élève à 1,8 million d'euros. Bien que le spectacle soit légèrement bénéficiaire, elle a perdu 119 000 euros. *«Mais, dans l'économie de cette compagnie, avoir un retour sur un investissement de 81 000 euros, c'est beaucoup»*, explique Jean Robert-Charrier, qui assure qu'il n'aurait jamais pu monter une création de cette envergure sans les subventions publiques de la compagnie.

Attention, danger mortel : ne surtout pas en déduire de ces succès du public dans le privé qu'il est possible de faire mieux avec moins, c'est-à-dire de se passer de subventions à l'heure où la marge artistique des théâtres s'étiole de manière catastrophique et où toutes les directions de scènes subventionnées sonnent l'alarme. D'une part parce que les spectacles repris ont bien été créés dans le secteur public subventionné, avec la possibilité de répétitions longues, d'un travail de recherche et surtout une prise de risque indissociable du travail artistique. D'autre part parce que l'intérêt de Jean Robert-Charrier se porte exclusivement vers un type de création qu'il juge grand public : *«Je vois énormément de spectacles formidables dans le théâtre subventionné qu'à tort ou à raison je n'estime pas possible de programmer dans une salle de 1000 places pendant une très longue durée.»* Il n'empêche : alors qu'il y a une dizaine d'années sa démarche était regardée avec suspicion, il reçoit de plus en plus de sollicitations de théâtres publics qu'il est obligé de refuser. Fait notable, tous les metteurs en scène contactés par *Libé* ont témoigné de leur intérêt.

«Nouvelle dynamique»

L'actuel directeur du Théâtre de l'Odéon, Stéphane Braunschweig, qui s'apprête à quitter ses fonctions avant l'été, se montre très ouvert : *«C'est toujours intéressant quand les spectacles peuvent avoir une seconde, troisième, quatrième vie. Ça leur permet de repartir avec une nouvelle dynamique.»* Il s'interroge néanmoins sur le modèle économique de ces noces du privé et du public : *«Une telle alliance suppose que la scène subventionnée qui a créé et coproduit le spectacle touche un pourcentage sur les recettes, au moins quand la production n'a pas été amortie. Car il existe tout de même grâce à de l'argent public…»* Lui-même ne verrait pas d'un mauvais œil que son *Andromaque*, joué 33 fois en 2023, mais dont les frais ont été amortis, poursuive sa vie dans un théâtre qui draine un autre public que celui de l'Odéon, où il a été créé. Autre avantage de ce type de collaboration : si un théâtre privé se charge des reprises, c'est autant d'espace gagné pour créer de nouveaux spectacles…

Les modalités des alliances se décident au cas par cas, avec quelques règles que s'est forgées Jean Robert-Charrier. La première : créer un environnement favorable. *«Pour qu'un spectacle du public marche dans le privé, il faut que nos productions alentour ne dépareillent pas. Si on n'avait pas ouvert la saison par* Un chapeau de paille… *on n'aurait pas pu présenter Pommerat pendant la moitié d'une saison.»* Deuxième règle : ne jamais déroger à l'objectif d'ouvrir le spectacle à un public qui ne l'aurait pas découvert autrement. *«On joue 60 représentations ou rien ! C'est cette durée qui propulse le bouche-à-oreille.»* Troisième règle : une politique tarifaire qui permet l'accès à tous. *«Nos places "jeune" sont à dix euros. Nos places les plus chères sont au même prix que celles de l'Odéon : 45 euros.»* Quatrième règle : respecter les exigences artistiques des metteurs en scène, c'est-à-dire offrir à Françon le nombre de semaines de répétitions dont il a besoin, accepter de fermer le théâtre pendant un mois pour la recréation de *la Réunification des deux Corées (lire ci-contre)*, et condamner 350 places à la demande de l'auteur-metteur en scène.

«Gros risque»

En faisant salle comble, le théâtre est légèrement déficitaire sur ces deux spectacles. En 2025, la saison ouvrira avec *la Petite Boutique des horreurs*, d'après un film de Roger Corman, par Valérie Lesort et Christian Hecq, autre défi. La comédie musicale ne s'est jouée que neuf fois à l'Opéra-Comique : *«Plus ils la jouaient, plus ils perdaient de l'argent. Elle a coûté très cher et les costumes et décors patientent dans un hangar. Pour la rendre bénéficiaire, il faut qu'on la joue plus de 80 fois. Ce qui serait impossible dans une scène subventionnée, qui a une longue série de spectacles à diffuser. On prend un gros risque, et il n'est possible que parce que le spectacle a déjà été créé.»* Un pourcentage sur chaque recette sera reversé à l'Opéra-Comique. Autre cas : *la Tendresse* de Julie Bérès, qui sera repris dans le privé en 2025. Cette fois-ci, l'accord prévoit un partage des bénéfices après l'exploitation. Mais pas des déficits, qui seront à la charge de la scène privée.

D'autres théâtres privés ouvrent leurs portes à des spectacles créés grâce à des fonds publics. A Paris, le Théâtre de l'Atelier débute sa saison 2025 en reprenant *Illusions perdues* par Pauline Bayle, directrice du CDN de Montreuil. Le off d'Avignon (privé) dégorge de spectacles conçus dans des centres dramatiques nationaux ou grâce aux subventions de compagnies. Un connaisseur s'interroge : frôle-t-on le détournement de fonds quand on investit de l'argent public dans le privé et qu'en plus on en perd ? Sous quelles conditions évite-t-on ce risque ? C'est précisément à ce type d'interrogations que devrait répondre un rapport sur les liens qui pourraient se construire entre théâtre privé et public, commandé par l'ancienne ministre de la Culture, Rima Abdul-Malak, et très attendu par Rachida Dati. Laquelle ne rêve que d'une *«collaboration renforcée»*, voire de fusion. Toutes ces expériences démontrent cependant que c'est bien grâce à un secteur public qu'il s'agit de ménager que le privé peut reprendre et faire connaître un certain type de spectacle sans pour autant que ce soit la martingale, comme le montre l'exemple du Théâtre de la Porte Saint-Martin.

A.D.



La Vierge du chancelier Rolin, de Jan Van Eyck. PHOTO MUSÉE DU LOUVRE. M. URTADO

«Revoir Van Eyck» au Louvre, un regard Vierge

L'institution consacre une exposition admirablement pensée au peintre flamand du XVe siècle, faisant dialoguer des œuvres sublimes avec des livres, des bas-reliefs ou des sculptures établissant un lien avec l'époque.

Il existe au musée du Louvre plusieurs «Joconde», qui n'attirent pas la foule comme celle de Léonard de Vinci. *La Vierge du chancelier Rolin*, peint par Jan Van Eyck vers 1435, est l'une des plus remarquables. Ce qui fascine le plus n'est pas la Vierge, malgré son fin visage rond, sa longue chevelure rousse, son immense robe rouge, malgré l'ange aux ailes arc-en-ciel qui la couronne. C'est d'abord l'homme solide et de profil, la mâchoire ferme et en prière, qui lui fait face: le richissime et puissant Nicolas Rolin, né et mort à Autun, chancelier du duc de Bourgogne et commanditaire du tableau.

C'est ensuite le nourrisson nu, au visage vieilli et replet, que la Vierge tient sur ses genoux et qui bénit le grand homme d'une main, tenant de l'autre un globe surmonté d'une croix, dont chaque perle semble illuminée de l'intérieur par quelques points minuscules de peinture blanche. La main du petit Christ qui, dans un premier temps, ne bénissait pas, a sans doute été déplacée à la demande du chancelier. Elle est prolongée, au second plan, au loin, par un pont qui relie une vieille cité à la Jérusalem céleste. Baguette magique? Ce qui attire enfin, c'est une ruche de silence: cette multitude humaine, animale, végétale, minérale, plus ou moins lilliputienne, qui fourmille dans le paysage du fond vers les montagnes et jusqu'au ciel, défiant l'ordre des perspectives et les frontières de la virtuosité. Elle enlumine de ses dentelles les géants du premier plan.



La Vierge de Lucques. MUSÉE STÄDEL

Une Vierge fait bénir par son fils le commanditaire du tableau, lequel se trouve exactement à sa hauteur et porte un manteau princier (avec une couture assez visible pour souligner l'extraordinaire sens du détail du peintre et créer un effet de réel dans un monde imaginaire): l'œuvre était destinée à n'être vue que par son propriétaire et ses intimes. Pour faire son salut et méditer, celui-ci a exigé de l'artiste tout l'éclat et toute la prodigalité possible. Le duc qu'il servait n'aurait pas forcément bien pris cette orgueilleuse démonstration de fortune et de foi. *La Vierge du chancelier Rolin* fut identifiée en 1705 dans l'église d'Autun, ville de naissance et de mort de Rolin. Quelle était sa fonction? Hypothèse bien étayée par l'indispensable catalogue: à la fois un bréviaire, que son propriétaire ne cessait de transporter dans ses nombreux voyages et de poser devant lui pour le lire, et une épitaphe.

Mystère. Sur le mur du Louvre où il se trouvait jusque-là, ce n'était qu'un chef-d'œuvre parmi d'autres. Sa restauration, commencée en décembre 2021, lui redonne sa profondeur, sa minutie et son mystère. L'obscur dépôt du temps masquait un peu l'infiniment petit et l'infiniment grand qu'il concentre et fait exploser. La taie nous tombe maintenant des yeux, de même que le dais d'abord mis au-dessus de la Vierge a disparu, sans doute pour ne pas trop charger le tableau. Après avoir pénétré dans celui-ci, tels Adam et Eve, l'œil et la conscience n'en sortent plus que malgré eux. Ce n'est pas un dieu énervé qui les chasse; c'est l'impossibilité de se concentrer au point de voir tout ce que le peintre y a mis. Nous nous enfonçons dans le jardin aux sentiers qui bifurquent. Nous nous y perdons. Et nous sentons que prolonger l'enchantement était une discipline qui exigeait la foi. S'il est un tableau signifiant que croquer la pomme n'assouvit pas la faim, c'est bien celui-là.

> On voudrait devenir l'homme qui rétrécit pour suivre les personnages l'un après l'autre sur les collines, dans les vignes, sur le pont. On voudrait monter sur leurs chevaux, devenir une tique dans le poil de ces chevaux.

On voit mieux, désormais, les scènes bibliques sculptées sur les chapiteaux, les petits lapins signifiant la luxure écrasés sous une colonne, les paons, les pies, le grain de beauté, la veine au front, la cerne et la joue qui s'affaisse du chancelier. On devine mieux les petits personnages peuplant les paysages sur lesquels ouvrent les trois arcades. Ils sont plus nombreux que les fourmis, mais chacun, vu de très près, a sa silhouette, son mouvement, sa vie. On voudrait devenir l'homme qui rétrécit pour les suivre l'un après l'autre sur les collines, dans les vignes, sur le pont. On voudrait monter sur leurs chevaux, devenir une tique dans le poil de ces chevaux, puis la cellule de l'une de ces tiques.

Boule de cristal. Jusqu'au 17 juin, *la Vierge du chancelier Rolin* est posée sur un socle, au centre et vers le fond d'une salle qui lui est consacrée. L'exposition, admirablement pensée par la conservatrice Sophie Caron, est construite comme un arbre dont la toile est à la fois le tronc et la cime. Autour, six branches sur lesquelles sont disposés des tableaux, des livres, des bas-reliefs, des sculptures, des objets qui établissent, entre le tableau et son époque, des vases communicants. La première montre des Vierges à l'enfant ou face à des hommes. Les suivantes explorent l'art du portrait, l'architecture, le paysage, les animaux, les jardins. Les œuvres, sublimes et bien choisies, éclairent les points communs, tendent les passerelles et soulignent les pas de côté, les mystères du tableau. Quelle que soit la branche sur laquelle on est perché, il est visible et exerce une attraction. Van Eyck, le plus grand peintre flamand de son temps, a créé une boule de cristal dans laquelle, par la grâce et la technique d'un pinceau miniature et magique, il y a toujours plus à voir que ce qu'on voit et plus à imaginer que ce qu'on croit: à la fois microscope et télescope. Tout est là, au plus haut: le naturalisme, l'imagination, l'observation, la vision, le visible, le caché, l'impressionnisme, l'expressionnisme, la foi, la science, la fiction, le symbolisme, et même l'abstraction. Nous sommes devant l'Everest, mais aussi devant l'univers.

Au revers, Van Eyck a peint sur le bois un trompe-l'œil qui feint le marbre. La restauration révèle que l'épaisseur de la couche est telle que, si on le touche, il est froid comme cette pierre. Très vite, ce n'est plus du marbre qu'on voit, mais une galaxie. Bergère, ô voie lactée… C'est le monde et le ciel de Pline l'Ancien: *«Il est sacré, éternel, immense, tout entier dans le tout, ou, mieux, il est lui-même le tout, infini et d'apparence finie, déterminé en toutes choses et d'apparence indéterminée, embrassant tout en lui, au-dehors et au-dedans, il est en même temps l'ouvrage de la nature des choses, et la nature des choses elle-même.»*

PHILIPPE LANÇON

REVOIR VAN EYCK, LA VIERGE DU CHANCELIER ROLIN
Au musée du Louvre jusqu'au 17 juin.

CULTURE/



MICHAEL SCHMELLING

Amen Dunes, renaître ou ne pas être

L'Américain retrouve sa fièvre initiatique et accouche d'un sixième album, «Death Jokes», aux airs de cure de jouvence.

À trente ans de distance, ce sont deux disques qui dialoguent sans nécessairement parler le même langage. La sobriété de leurs pochettes et l'extravagance qu'elles contiennent établissent un lien fort entre *ISDN*, des Anglais de Future Sound of London, sorti en 1994, et *Death Jokes*, nouvel et sixième album de l'Américain Amen Dunes. «*J'avais 14 ans quand cet album fut publié, et avec les premiers Aphex Twin, c'est la musique que j'ai écoutée jusqu'à l'épuisement,* confirme Damon McMahon, l'homme derrière le masque Amen Dunes. *J'habitais dans la banlieue de New York, sans connexion avec le milieu le plus actif de la musique électronique, mais j'avais un ami qui m'a entraîné dans les raves et ma vie en fut bouleversée. A la même époque, je commençais à fumer des joints. Ce son résonnait en moi.*»

Carambolages. McMahon aura mis plus de quinze ans à retrouver cette fièvre initiatique qui se propage désormais dans ses chansons jusqu'à en bouleverser le métabolisme, transfusant à *Death Jokes* son fluide de jouvence qui ressemble à une renaissance. McMahon avait tout à gagner à reparaître dans des habits neufs, la sortie de son précédent album, le remarquable *Freedom*, en 2018, ayant été maculée par une polémique peu glorieuse. Une vieille interview du musicien, où celui-ci se déclarait incapable de travailler avec des femmes, refit surface, l'obligeant à une justification pour le moins acrobatique lorsqu'il avança comme excuse le fait d'avoir été agressé sexuellement par deux femmes lors de son adolescence.

Cinq ans plus tard, après avoir senti le souffle de la cancel culture sur sa nuque, il préfère ne pas revenir sur le sujet, mais la présence d'un sample de Woody Allen parmi les multiples sources qui traversent l'album apparaît comme un pied de nez. «*Mon instrument principal pour ce disque fut YouTube,* lance-t-il. *J'ai utilisé cet outil comme un jeu de tarot, en laissant l'algorithme me proposer des cartes, des pistes. J'y vois en sous-texte comme une réflexion sur l'art d'aujourd'hui, qui est chaotique, nourri par des faisceaux multiples et contradictoires. Je cherche un type qui se marre à côté d'un tigre et, de ce truc étrange, je peux faire un fichier Wav que j'utilise comme un sample.*» On n'est pas certain de le suivre, mais le résultat de ces carambolages est souvent époustouflant.

Sur la pièce centrale de *Death Jokes*, «Round the World», qu'Amen Dunes a construit à partir d'une note sur son téléphone, on pénètre un labyrinthe de près de dix minutes, qui démarre comme une mélodie chaleureuse à la Elton John avant de basculer dans un vortex electro-cacophonique d'où surgit la voix de Nadia Boulanger qui donne une leçon sur l'expérimentation, entre ceux qui font une musique volontiers intelligible et d'autres, dans la recherche, qui font du «*vague dans du vague, de l'incertain dans l'incertain*». «*Nadia Boulanger est une sorte de présence angélique pour moi. Elle semble dire qu'en tant que musicien qui expérimente j'ai le droit à l'erreur, mais que ces erreurs seront faites avec honnêteté, et dans l'amour de l'art. Il vaut mieux se tromper que d'avoir raison avec les conformistes.*»

Depuis toujours, l'art d'Amen Dunes est une conjugaison d'incertitudes, sur ce qu'il veut nous dire et sur la façon dont le message est transmis. A ses débuts, sur le label néogothique Sacred Bones, il laissait libre champ à une forme de folk-blues inspiré par Blind Willie McTell, aux guitares frusques et au chant de fausset parfois déplaisant. Avec *Freedom*, son premier album pour Sub Pop, il trouvait enfin sa voix – convulsive mais attachante comme celle des premiers solos de Brian Eno – et domestiquait son écriture dans les pas des rénovateurs de Brooklyn comme TV on the Radio.

Séduction. La présence fantôme de Nadia Boulanger n'est pas due au hasard, puisque pour ce nouvel album où il désirait encore changer de voiture, McMahon a pris des cours de piano avec un certain Jonichi, présenté comme un «medium», mais surtout élève jadis de la professeure qui enseigna aussi Quincy Jones et Michel Legrand. «*Après cette longue période du Covid où je me suis posé des questions sur l'avenir de l'humanité, en même temps que je devenais père d'une petite fille, j'ai eu besoin de tout reprendre à zéro. Je suis revenu habiter à New York, après avoir vécu à Los Angeles, et cette stimulation nouvelle que je recherchais pour faire évoluer ma musique est passée par des choix radicaux, comme celui de composer au piano, ou d'utiliser des samples de synthés des années 80, tout en me disant que j'allais composer des chants gospel du XXI*e *siècle.*»

Citant en exemple, parmi ces références adolescentes, le *Songs of Faith and Devotion* de Depeche Mode, Dunes éclaire le chemin d'un album fait de turbulences et de virages en épingle, dont nombre de titres se révèlent accrocheurs malgré le charme torve de leur séduction. *Construction Time Again*, titre d'un autre album de Depeche Mode, pourrait aussi convenir à *Death Jokes*, tant il est question d'une reconstruction personnelle et artistique sur ce disque que son auteur voulait comme «*un geste de radicalité à partager avec des gens qui ont envie de ressentir une forme aiguë de mise en danger*». Effet réussi.

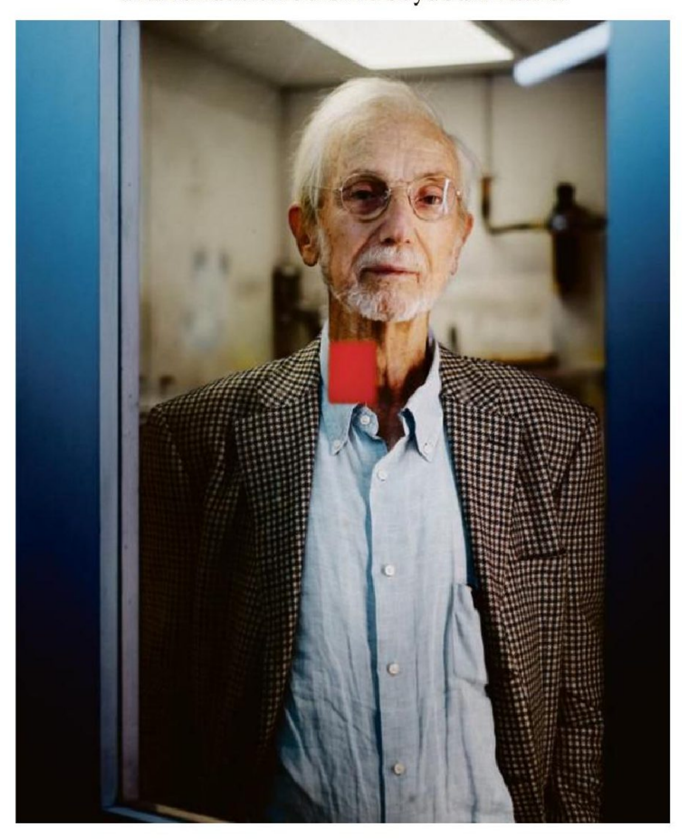
CHRISTOPHE CONTE

DEATH JOKES **d'AMEN DUNES** (Sub Pop/Modulor) Sorti le 10 mai.



Optimismo

Renzo Piano L'architecte franco-italien de Beaubourg, 87 ans, qui parie sur la lumière et la légèreté, s'expose à la Fondation Jérôme Seydoux-Pathé.



LE PORTRAIT

«*Il y a quelque chose de magique dans ces toits de Paris.*» A travers la verrière, Renzo Piano contemple l'éclat gris bleuté qui perce la carapace perforée habillant la Fondation Jérôme Seydoux-Pathé (FJSP), dans le XIIIe arrondissement. Comme on tend une carte de visite, il a donné rendez-vous au milieu de cette clarté apaisante. «*Le secret, c'est d'appuyer son travail à l'émotion. Une vraie émotion, l'émotion humaine*», dit-il avec une caresse sur le bois de l'une des arches portant la verrière. Ce mot «*émotion*» qu'il se plaît à répéter, son accent lui donne des intonations musicales. «*Renzo Piano marie le charme italien avec la concision du langage français*», dit en souriant Sophie Seydoux, à la tête de la FJSP. Ils se sont rencontrés à la Fondation Beyeler, à Houston, il y a trente-sept ans. «*La manière dont il apportait la lumière naturelle dans le musée m'avait frappée. Elle signe son architecture*», ajoute-t-elle. Comme la légèreté. «*Toujours, je cherche à ôter du poids*», dit-il, paraphrasant Italo Calvino qui fut son ami. «*Par temps d'orage, sous la verrière, c'est magnifique. Et pas de fuites d'eau! J'en suis très fier*», dit-il en souriant. Ça a l'air d'une blague, mais l'étanchéité de cette enveloppe organique est le fruit d'une prouesse techno. Il n'a de cesse de faire mentir le «*ça ne tiendra pas*» de son constructeur de père, auquel jeune architecte il montrait sa première réalisation. Deux étages plus bas démarre une exposition consacrée à l'œuvre parisienne de Renzo Piano: centre Pompidou, palais de justice, Maison des avocats, campus de Paris-Saclay, Ircam, hôpital Grand Paris-Nord… «*Une ville dans la ville. Piano a doté Paris de ses institutions*», souligne Pénélope Riboud, commissaire de l'exposition.

Le centre Pompidou, Renzo Piano ne le perd jamais de vue. Il vient chaque jour à pied à l'agence, depuis la place des Vosges où il habite sous les toits d'un hôtel classé construit en 1601. Le plus italien des Parisiens, qui a obtenu la nationalité française, a implanté dans la capitale sa principale agence, tout en conservant sa magnifique antenne de Gênes. En remontant la rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, il aperçoit les structures métalliques du centre. «*Je m'arrête chaque jour, étonné. Non de l'avoir fait, mais qu'on nous ait laissé faire "ça".*» Il repense à Georges Pompidou et à André Malraux, qui ont voulu cette maison de la culture XXL, à l'audace du jury international qui les sélectionne, lui, son associé britannique Richard Rogers et l'ingénieur irlandais Peter Rice. Renzo Piano a 33 ans, les cheveux longs et la silhouette de George Harrison. L'agence est montée sur les quais sous une structure gonflable. «*Un acte de désobéissance, comme l'architecture de Beaubourg. L'idée d'un lieu ouvert, pas intimidant, loin du lieu de culture pour élites.*» En prime, ils offrent à la ville, en son cœur, une belle place en pente douce inspirée de la piazza del Campo de Sienne. Une respiration. La légèreté, encore, chère à Calvino, qui vint visiter le bâtiment. «*L'écrivain jalouse l'architecte. Et l'architecte, l'écrivain*», dit tout sourire Piano. L'an prochain, le centre Pompidou fermera pour une rénovation de cinq ans: «*Le temps a passé, très rapidement…*» Renzo Piano a quatre enfants et trois petites-filles. «*Je suis étonné d'avoir l'âge que j'ai.*» Il regarde ses mains veinées semblables au bois brut. «*Je ne suis pas vieux, je suis dans l'âge grand.*» 87 ans cette année: «*L'âge de la liberté.*» Au sommet de la grâce architecturale: un homme qui embellit le monde. Lorsque le pont Morandi s'est effondré dans sa ville natale de Gênes en août 2018, il a offert de le reconstruire – gracieusement – en moins de deux ans. Parole tenue. Le nouveau pont, tout en finesse, est plus élégant que le précédent.

Sa botte secrète, l'optimisme. «*Je connais le mot "impossible" en dix langues au moins, y compris en turc… et ne l'emploie… jamais.*» Renzo Piano appartient à une génération singulière: «*Je suis né en 1937. Quand la guerre se termine, j'ai 8 ans. Tu grandis après un désastre, tu es fils de l'orage. Mais, chaque jour, les choses s'améliorent. Les rues sont plus propres, les ruines disparaissent, le regard de ton père s'éclaircit, sur la table la nourriture est meilleure… Nous, les enfants de la Seconde Guerre mondiale, nous grandissons avec un optimisme qui ne nous lâche plus.*» Les Italiens l'ont nommé «*sénateur à vie de la République*». Un honneur réservé à cinq personnes dans tout le pays. Avec ses émoluments («*pas minces*»), il travaille sur les périphéries urbaines avec un groupe d'étudiants. Avec des détenues de la prison de Rebibbia, à Rome, ils ont bâti, dans la cour de promenade, une maisonnette leur permettant d'accueillir leur famille dans des conditions décentes. Bientôt il ira voter. «*Mon cœur bat à gauche. Avec douleur.*»

14 septembre 1937 Naissance à Gênes.
1971 Gagne le concours du centre Pompidou.
1988 Osaka, aéroport de Kansai.
17 juin 1998 Reçoit le Pritzker Prize des mains de Bill Clinton.
30 août 2013 Sénateur italien à vie.
2024 Fondation Jérôme Seydoux-Pathé.

Une lumière zénithale bleutée, aussi douce que celle de la Fondation Jérôme Seydoux-Pathé, nimbe l'agence. L'architecte Hiroko Nakatani l'invite à entrer dans la danse devant les dessins de la future tour Marunouchi Tokyo Marine, en face du Palais impérial, commandée par la Lloyd nippone. Un gratte-ciel en bois, mélèze et cyprès. Le Renzo Piano Building Workshop (RPBW), c'est 130 architectes répartis entre les deux antennes de Gênes et de Paris. «*Un nombre qui n'a jamais varié. Nous ne faisons pas partie de ces agences dont les effectifs fluctuent.*» Parce qu'il a besoin de connaître chacun des architectes travaillant à ses côtés. «*Une règle d'or. Echanger avec chacun, en sachant à qui je parle.*» Certains sont là depuis plus de trente ans, d'autres sont très jeunes. Pour éviter l'expansion, une technique: ne pas déménager. «*C'est ça, et basta! Nos locaux ne sont pas élastiques…*» Pourtant, c'est fou tout ce qui s'édifie dans ce phalanstère, à parcourir les murs couverts des projets en cours. Opéra à Hanoi, bâtiments universitaires à Columbia, Ecole polytechnique de Milan, université pour femmes au Bangladesh, tunnel à Gênes, hôpitaux en Grèce, gare de téléphérique à Chamonix, et bien d'autres projets à Taipei, Sydney, Londres, Lisbonne, San Francisco ou Beyrouth… Des bâtiments publics pour la plupart: le sommet de la réussite architecturale. «*C'est quelque chose de formidable: des lieux où les gens partagent.*»

La planète offre son bon visage, celui d'un monde qui tire des plans et cultive les échanges. Une profession de foi face à ce que l'époque a d'obscur, de féroce: l'avenir n'est pas que destruction. «*Un architecte n'est pas là pour séduire, mais pour bâtir un monde meilleur. C'est naïf?*» A l'automne, lors de l'inauguration d'un projet à Genève, un journaliste du *New York Times*, dont il signe les bureaux new-yorkais, lui a demandé le prix de cette construction. Cent millions d'euros. Le coût d'une journée de bombardier avec sa charge de bombes, s'est exclamé le journaliste. «*Avec le même argent, tu peux construire un bâtiment qui dure des siècles ou financer un bombardier pour détruire…*» ◆

Par **MARIE-DOMINIQUE LELIÈVRE**
Photo **JÉRÔME BONNET. MODDS**